CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1982-1983

(114^e SEANCE)

COMpte RENDU INTEGRAL

3^e Séance du Jeudi 16 Juin 1983.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. GUY DUCOLONÉ

1. — **Retrait d'une question orale sans débat** (p. 2670).
2. — **Fiscalité des entreprises et épargne industrielle.** — Discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi (p. 2670).
- M. Pierret, rapporteur général de la commission des finances.
M. Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget.
- Discussion générale :
- MM. Tranchant,
Anciant,
Mercieca.
- M. le ministre.
- Clôture de la discussion générale.
- Passage à la discussion des articles.

Avant l'article 1^{er} (p. 2674).

L'amendement n° 4 de la commission des finances est réservé jusqu'après l'article 1^{er}.

Article 1^{er} (p. 2674).

M. Jans.

Amendement n° 5 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre, Tranchant. — Adoption.

Amendements n° 4 de M. Jans et 6 de la commission : MM. Jans, le rapporteur général. — Retrait de l'amendement n° 14.

MM. le ministre, Tranchant. — Adoption de l'amendement n° 6.

Amendement n° 15 de M. Jans : MM. Jans, le rapporteur général, le ministre. — Rejet.

Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Avant l'article 1^{er} (p. 2675).

(Amendement n° 4 précédemment réservé.)

MM. le rapporteur général, le ministre. — Adoption.

Article 2 (p. 2675).

Amendement de suppression n° 16 de M. Jans : M. Jans. — L'amendement n'a plus d'objet.

Amendement n° 7 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre.

Sous-amendement n° 19 du Gouvernement. — Adoption du sous-amendement et de l'amendement n° 7 modifié.

Amendement n° 8 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 9 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 19 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 2 modifié.

Article 3. — Adoption (p. 2676).

Après l'article 3 (p. 2676).

Amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson : MM. Tranchant, le rapporteur général, le ministre. — Rejet.

Article 4 (p. 2677).

M. Frelaut.

Amendement n° 13 de M. Alain Richard : MM. Anciant, le rapporteur général, le ministre, Frelaut.

MM. Anciant, le président.

Suspension et reprise de la séance (p. 2679).

Rappel au règlement (p. 2679).

MM. Hamel, le président.

Reprise de la discussion (p. 2680).

M. le ministre.

Amendement n° 20 du Gouvernement.

M. Anciant. — Retrait de l'amendement n° 13.

M. le rapporteur général. — Adoption de l'amendement n° 20.

L'amendement n° 17 de M. Jans a été retiré.

Adoption de l'article 4 modifié.

Après l'article 4 (p. 2680).

Amendements identiques n° 11 rectifié de la commission et 18 de M. Jans : MM. le rapporteur général, Frelaut, le ministre. — Retrait de l'amendement n° 18 ; rejet de l'amendement n° 11 rectifié.

Articles 5, 6 et 7. — Adoption (p. 2680).

Après l'article 7 (p. 2681).

Amendement n° 2 de M. Zeller : MM. Gengenwin, le rapporteur général, le ministre. — Rejet.

Vote sur l'ensemble (p. 2681).

Explications de vote :

MM. Tranchant,
Gengenwin.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

3. — Dépôt de rapports (p. 2681).
4. — Dépôt d'une proposition de loi modifiés par le Sénat (p. 2681).
5. — Dépôt d'une proposition de loi adoptée par le Sénat (p. 2682).
6. — Dépôt d'une proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 2682).
7. — Ordre du jour (p. 2682).

PRESIDENCE DE M. GUY DUCOLONE,

vice-président.

La séance est ouverte à vingt et une heures trente.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

RETRAIT D'UNE QUESTION ORALE SANS DEBAT

M. le président. J'informe l'Assemblée qu'à la suite d'un accord intervenu entre le Gouvernement et l'auteur, la question orale sans débat de M. Proveux est retirée de l'ordre du jour du vendredi 17 juin 1983.

— 2 —

FISCALITE DES ENTREPRISES ET EPARGNE INDUSTRIELLE

Discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (n° 1534, 1558).

La parole est à M. Pierret, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Monsieur le président, messieurs les ministres, mes chers collègues, le projet de loi que nous devons examiner aujourd'hui comporte trois mesures distinctes, regroupées chacune dans un titre particulier.

Modeste dans son contenu et divers dans les aspects qu'il aborde dans ses trois titres, il doit être replacé dans l'ensemble de la politique des pouvoirs publics visant à revivifier le tissu industriel français.

Ce dernier, en effet, a été malmené par la crise économique et délaissé par la politique menée au cours du précédent septennat.

M. Georges Tranchant. Ah !...

M. Christian Pierret, rapporteur général. La nécessité de reconstruire en France une industrie forte est une évidence reconnue par tous.

Le Gouvernement, qu'il s'agisse de la loi des nationalisations, de l'effort budgétaire très important consenti depuis deux ans dans le secteur public et des dispositifs d'aide à l'investissement privé inscrit dans les différentes lois de finances — je citerai l'aide fiscale à l'investissement, l'exonération de l'outil de travail, l'impôt sur les grandes fortunes, la loi sur l'épargne, si fondamentale et qui a déjà remporté tant de succès — a déjà mis en place de nombreux instruments de politique industrielle. Il nous en propose aujourd'hui deux nouveaux.

Le titre I^{er} prévoit le premier volet d'un dispositif d'aide à la création des entreprises. Il s'agit là de la première application des propos contenus dans la déclaration de politique générale qu'a prononcée le 6 avril dernier M. Pierre Mauroy.

Ce dernier avait à l'époque déclaré : « Le Gouvernement mettra tout en œuvre afin de favoriser la création de plusieurs milliers d'entreprises nouvelles. »

Ce premier volet consiste à permettre aux collectivités locales d'accorder à des entreprises industrielles nouvelles ou à des entreprises reprenant des établissements en difficulté d'être exonérées de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe professionnelle pendant trois ans à compter de l'année de leur création.

De surcroît — ceci n'est pas sans importance —, ces entreprises pourraient être exonérées pendant la même période de la taxe pour les frais de chambre de commerce et d'industrie et

de la taxe pour frais de chambre des métiers. Les collectivités locales décideraient librement — elles n'y sont pas contraintes — d'accorder ou de ne pas accorder ces aides et disposeraient d'une certaine latitude pour les moduler.

Ce nouveau dispositif pourrait coexister avec celui existant dans le cadre de l'aménagement du territoire, et les entreprises devraient opter pour l'un ou l'autre des régimes.

La commission a délibéré à deux reprises sur cette proposition du Gouvernement, en ayant conscience que ce dernier devrait la compléter à l'occasion de la prochaine loi de finances par une exonération de l'impôt sur les sociétés.

Nous aurons, à l'occasion de l'examen des amendements, le loisir d'entendre les arguments pour ou contre qui ont été exposés devant la commission. A ce stade du débat il me revient d'indiquer à l'Assemblée que, hormis quelques amendements de clarification, la commission a adopté l'essentiel du titre I^{er}.

L'autre versant du projet de loi est relatif à l'épargne industrielle. Il s'agit de créer un compte pour le développement industriel. Dans le cadre du développement et de la protection de l'épargne, particulièrement nécessaire pour assurer le financement des entreprises, de nombreuses dispositions ont été prises, notamment dans la loi sur l'épargne qui a été votée à l'automne 1982.

Dans ce cadre général, le Gouvernement propose aujourd'hui de créer un produit instituant un lien direct entre l'épargne et l'industrie. Le compte pour le développement industriel est réservé aux personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France, ce produit « grand public » devant être proposé dans l'ensemble des réseaux de collecte de l'épargne.

Le produit des valeurs mobilières inscrites sur le compte pour le développement industriel sera exonéré de l'impôt sur le revenu. Il faut cependant observer que le produit proposé n'est pas aujourd'hui défini d'une manière très détaillée. Nous ne pouvons pas savoir, dans l'état actuel de notre information, s'il sera liquide, ni comment sa valeur en capital sera assurée. Je pense, monsieur le ministre de l'économie, des finances et du budget, que vous pourrez nous donner tout à l'heure des éclaircissements, des premières précisions sur les intentions du Gouvernement en cette matière.

D'ailleurs, de la réponse à ces questions et des orientations qui seront données dépend le succès de ce nouveau produit, succès que nous appelons unanimement, je le pense, de nos vœux.

L'emploi des fonds collectés devrait pour un minimum de cinq milliards de francs consister en des prêts consentis dans le cadre de l'agence nationale pour la valorisation de la recherche.

En dehors de la collecte assurée par le réseau des caisses d'épargne et sous réserve que le niveau de cinq milliards soit atteint, les banques et les autres établissements de crédits pourront assurer aux entreprises des financements à un coût moins élevé compte tenu de l'exonération d'impôt dont bénéficiera le compte pour le développement industriel.

Le plafond du compte est fixé par la loi à 20 000 francs, un ménage pouvant bénéficier de deux comptes. A l'intérieur de ce plafond légal, le pouvoir réglementaire, d'après mes informations, envisage initialement de limiter à 10 000 francs par compte le plafond effectif, soit 20 000 francs pour le contribuable et son conjoint.

Les valeurs mobilières qui pourront être souscrites dans le cadre du compte pour le développement industriel sont définies comme servant au financement de l'industrie française et entrant dans des catégories que le Gouvernement fixera par décret. De telles dispositions permettront à l'évidence une certaine souplesse dans le financement et dans le type de valeurs mobilières qui seront admises à figurer dans ce compte.

La commission a adopté ce titre III sans modification. Elle souhaiterait, je le disais à l'instant, connaître dès que possible les principales caractéristiques de ce produit nouveau qui nous paraît à tous excellent et qui devra être proposé rapidement aux épargnants afin de conforter cette politique industrielle.

La troisième disposition a trait à la majoration des valeurs locatives du foncier industriel en 1984. Le rapport écrit qui est en distribution expose dans le détail les débats qui ont eu lieu en commission il y a quelques jours à ce sujet, mais également ceux qui avaient eu lieu il y a un peu moins d'un an, au mois de novembre et décembre dernier, tant en commission qu'en séance publique.

Là encore, les débats en commission ont été difficiles et ce n'est pas sans hésitation que votre commission a adopté l'article 4 du projet de loi.

Nous aurons tout à l'heure — à l'article 4 — l'occasion de reprendre cette discussion et le Gouvernement sera sans doute amené à préciser et à développer les arguments qui militent en faveur de l'adoption d'un taux de 1,08 p. 100.

Telle est donc, mes chers collègues, l'économie générale du projet qui vient en discussion devant l'Assemblée nationale. Je dois souligner, pour conclure, qu'il n'est qu'un élément de l'ensemble d'une politique. C'est en tenant compte de la globa-

lité de la démarche au plan de l'épargne, au plan de la nouveauté des produits qui sont proposés, au plan de cette mobilisation de l'épargne pour l'industrie, que la commission a adopté ce texte et qu'elle vous demande de faire de même ce soir. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget.

M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, s'il n'y avait pas eu la volonté du Gouvernement d'ajouter aux mesures déjà prises des dispositions destinées à faciliter le sursaut industriel de la France, nous n'aurions eu à vous soumettre au titre des dispositions fiscales que les mesures concernant l'actualisation du foncier bâti industriel.

Comme l'a souligné excellemment M. le rapporteur général, les autres dispositions viennent compléter l'effort entrepris depuis deux ans pour permettre à la France d'avoir un appareil de production de biens et services compétitif et à la dimension des défis de notre temps.

Pour l'actualisation du foncier bâti industriel, vous savez que, depuis la loi du 10 janvier 1980, les valeurs locatives des immeubles font l'objet de majorations forfaitaires annuelles représentatives de l'évolution de leur valeur réelle.

Pour ce qui concerne les immeubles industriels, le coefficient de majoration pour 1984 n'avait pas encore été fixé. C'est pourquoi il convenait que nous soumettions au Parlement des dispositions permettant de réaliser sans retard les adaptations nécessaires. Le coefficient proposé — 1.08 — est égal à celui de 1983. Je sais que certains parlementaires se sont étonnés de ce que ce coefficient soit inférieur à celui qui a été retenu pour les immeubles d'habitation, c'est-à-dire 1.12 : voilà un risque de transfert de charges des entreprises vers les ménages ! Puisque cette question, selon le rapporteur général, doit être évoquée à nouveau dans la discussion des articles, je fournirai à ce moment-là les arguments qui ont conduit le Gouvernement à fixer ce coefficient.

J'en viens aux autres dispositions, à priori un peu diverses, issues de décisions prises sur proposition de M. Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, lors du conseil des ministres du 29 avril 1983, pour permettre à ce ministère d'amplifier l'action déjà entreprise en faveur du sursaut industriel.

Ces mesures sont de deux sortes. La première vise à faciliter la création d'entreprises par des exonérations d'impôts nationaux et locaux. Les dispositions qui figurent dans le présent projet de loi concernent les impôts locaux. En ce qui concerne les impôts nationaux, comme l'a souligné M. Pierret, c'est dans le projet de finances pour 1984 qu'une mesure vous sera soumise, soumise.

La seconde vise à fournir au ministère de l'industrie, par priorité, mais également, si les ressources s'avéraient plus abondantes, au système financier, les moyens d'accroître à long terme les ressources des entreprises pour leur permettre un financement sain de leurs investissements.

Je commence par les mesures d'exonération fiscale en faveur des entreprises nouvelles. Je vous rappelle que le Gouvernement, par la bouche du Premier ministre, a fixé un objectif annuel de dix mille nouvelles entreprises industrielles — contre six à sept mille actuellement —, et il lui appartient d'offrir un environnement favorable à ces créations.

Cet effort comporte divers aspects. Pour parvenir au résultat souhaité, il a paru judicieux d'alléger les charges qui pèsent sur les entreprises au moment où elles s'insèrent dans le tissu industriel, étant rappelé que, dans le cadre de la loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne, et même en dehors de cette loi, lorsqu'il ne s'agissait pas de dispositions législatives, le Gouvernement a mis en œuvre une action, à mon avis, sans précédent, pour accompagner la création, puis le développement sain des entreprises.

Le ministre de l'industrie a proposé au conseil des ministres, qui l'a acceptée, une disposition d'incitation fiscale permettant de dispenser d'impôts directs pendant trois ans à compter de leur création, les entreprises industrielles. Cette mesure tend bien sûr à laisser à ces entreprises un maximum de moyens pour assurer leur première croissance dans les meilleures conditions.

Le Gouvernement n'ignore pas que l'imposition des entreprises nouvelles pendant leurs premières années d'existence est généralement faible, le développement de l'activité et la constitution d'excédents d'exploitation n'étant que progressifs. Mais son objectif est également d'ordre psychologique : il s'agit, par une mesure d'exonération simple et de portée suffisamment générale, d'exercer une influence positive sur la volonté d'entreprendre autant que sur la décision d'investir.

Vous savez, sans que j'aie besoin d'insister à nouveau, que nous avons mis en place des dispositifs qui permettent, une fois qu'une entreprise est créée, à chaque moment, à chaque

étape d'une croissance saine, de renforcer ses fonds propres et de poursuivre son développement, c'est-à-dire d'avoir une sanction positive de sa réussite, et non, comme cela fut souvent le cas dans le passé, en raison de l'incapacité d'augmenter les fonds ou les ressources longues, d'être obligée d'abandonner une action ou de se vendre à plus grosse queue.

L'exonération proposée concerne donc, d'une part, l'impôt sur les bénéfices, et je vous renvoie à ce sujet à la loi de finances pour 1984, et, d'autre part, les impôts directs locaux.

J'aurai l'occasion de détailler ces mesures lorsque seront proposés à l'examen de l'Assemblée soit des amendements qui clarifient le texte, soit des amendements qui résultent de la perplexité de la commission, qui fut également celle du Gouvernement, sur la coexistence de mesures déjà appliquées — et qui visent uniquement les entreprises s'installant dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire — avec ces mesures d'ordre général. Si vous le permettez, pour ne pas compliquer cet exposé introductif j'y reviendrai tout à l'heure.

La seconde disposition importante concerne la création d'un nouvel instrument d'épargne. On pourrait s'interroger sur la nécessité de cette création alors que, par la loi du 3 janvier dernier, que vous avez votée, un ensemble de dispositions a été pris, qui a permis d'obtenir de remarquables succès en matière de développement de l'épargne financière et des fonds propres ou des capitaux à risque. Pourquoi ajouter quelque chose ? En effet, depuis que cette loi est en application, les émissions obligataires ont augmenté de plus de 40 p. 100 par rapport à l'an dernier à période égale ; les augmentations de capital des sociétés faisant publiquement appel à l'épargne se développent rapidement et sont supérieures de 35 p. 100 à celles de l'an dernier ; de nouvelles catégories de titres que la majorité a bien voulu accepter ont été acclimatées sur le marché, ce qui permet aux entreprises nationales, grâce notamment aux titres participatifs, d'accéder directement à l'épargne et de trouver les fonds propres ou les quasi-fonds propres qui leur sont nécessaires. Je vous renvoie à ce sujet au succès remporté par les deux émissions de titres participatifs faites par des entreprises nationales. Une vingtaine de sociétés ont été admises sur le second marché. Enfin — je limiterai là mes citations — les premiers fonds communs de placement à risque, destinés à financer les investissements en fonds propres sur les petites et moyennes entreprises, sont actuellement en cours de réalisation.

Si nous voulons ajouter ce nouvel élément, c'est pour deux raisons essentielles.

Le premier correspond à la communication qu'a faite M. le ministre de l'industrie et de la recherche devant le conseil des ministres, qui a été ratifiée et figure dans le communiqué de la fin du mois d'avril. Il s'agit de fournir à M. le ministre de l'industrie et de la recherche des ressources à des taux avantageux, lui permettant de financer des actions de pointe dans le domaine industriel.

Je tiens à préciser le cadre de ces interventions, car il est très important et montre bien ce qu'entend faire M. le ministre de l'industrie et de la recherche. Chaque fois qu'une entreprise, publique ou privée, pourrait s'intéresser à un projet de d'avenir, qui implique soit des risques élevés, soit un coût qui ne peut pas être supporté, même par une entreprise saine, compte tenu de l'effort qu'elle doit faire pour le renouvellement de son matériel et pour la recherche et le développement, le ministre de l'industrie et de la recherche interviendra par le canal de l'Anvar — comme vous l'avez signalé, monsieur le rapporteur général — pour apporter des fonds qui lui permettent de devancer les signaux du marché et d'être présente au moment utile.

D'ailleurs, le conseil des ministres a placé ces actions sous le titre des « actions nouvelles », parmi lesquelles la mise au point de véhicules très économiques, l'installation dans les entreprises de machines et d'équipements à haute technologie, l'équipement des collèges et des lycées en micro-ordinateurs français — ce qui stimulera notre industrie — le développement de la bureautique, les biotechnologies.

Il y avait deux manières de fournir ces fonds au ministère de l'industrie et de la recherche. L'une était d'augmenter les dotations budgétaires, l'autre était de faire appel à l'épargne dans des conditions relativement peu onéreuses. C'est pourquoi il nous a semblé, à la fois du point de vue psychologique et du point de vue de l'économie financière, nécessaire d'intéresser davantage les épargnants français à l'industrie. D'où la création de ce compte pour le développement industriel, dont l'objet est de collecter une épargne supplémentaire et non pas une épargne de transfert d'autres comptes, permettant au ministère de l'industrie d'obtenir les ressources au coût modéré nécessaire pour mener ces actions et, au-delà des sommes nécessaires au ministère de l'industrie et de la recherche, incitant les banques à s'engager un peu plus — ce qui est absolument nécessaire — dans le financement à long terme de l'industrie.

Vous savez que les banques l'ont déjà fait à l'intérieur des 45 milliards de francs de prêts bonifiés et de prêts participatifs à hauteur de 7 milliards de francs qui sont déjà placés. Le fait pour elles d'être à égalité de traitement avec les autres réseaux, pour pouvoir collecter de la ressource sur ce compte pour le développement industriel, leur permettra d'intervenir directement. Il y aura donc une incitation du système bancaire à collecter ces ressources nouvelles à des coûts modérés et à les orienter vers le financement à long terme des entreprises soit par le canal de prêts participatifs, soit par le canal de prêts à long terme.

Par conséquent, cet instrument nouveau, non prévu dans la loi sur l'épargne, viendra compléter les autres éléments dont le compte d'épargne en actions et permettra, si vous m'autorisez cette expression, une sorte de circuit court stimulant l'épargnant, l'intéressant au développement industriel par des formules qui doivent être simples — je vais en décrire la problématique dans un instant — et autorisant non seulement le ministère de l'industrie et de la recherche à remplir cette tâche de financement de l'innovation dans les conditions que je viens d'indiquer, mais également l'ensemble du système financier à orienter davantage d'argent vers l'industrie.

Il me semble que cela correspond à la fois à une grande orientation du Plan et en même temps, au souhait, souvent exprimé par la commission des finances, de voir une réorientation des ressources davantage en faveur du sursaut industriel et de la compétitivité de notre appareil productif.

Nous envisageons deux formules pour mettre en place ce compte pour le développement industriel et nous offrirons simultanément les deux, peut-être, aux épargnants.

L'une est très simple. Elle s'apparente au livret A des caisses d'épargne. Son taux d'intérêt serait le même; l'argent pourrait être retiré à vue, mais, par un système qui ne nuirait en rien à la hiérarchie des taux de placement, cet argent permettrait de souscrire des obligations qui figureraient dans les comptes des banques en contrepartie de leurs engagements à long terme.

L'autre formule consiste à se rapprocher davantage d'un compte d'épargne en obligations. A ce moment-là, la rémunération est plus importante et la garantie du capital n'est pas assurée. On a alors intérêt à se rapprocher d'un système de Sicav.

Vous serez peut-être étonnés qu'aujourd'hui encore, je vous présente les deux systèmes sans vous dire si le Gouvernement a choisi l'un ou l'autre. C'est parce que, pour qu'un produit d'épargne nouveau rencontre un succès réel, il faut mobiliser l'ensemble du système financier à son service. C'est pourquoi, après avoir écouté la discussion de ce soir, nous préciserons, au besoin en priorité devant la commission des finances, les dispositions que nous avons recueillies, ces dispositions obéissant à quelques impératifs très clairs.

Premièrement, le ministre de l'industrie doit disposer de ressources à coût peu élevé pour accorder des prêts qui soient stimulants et intéressants. C'est l'impératif premier.

Deuxièmement, le nouvel instrument d'épargne doit permettre d'aller au-delà de la clientèle, de plus en plus nombreuse, qui s'intéresse à l'épargne financière à long terme. Il doit donc conquérir de nouvelles catégories d'épargnants.

Troisièmement, enfin, les banques et l'ensemble du système financier doivent être impliqués non pas d'une manière passive, simplement pour la collecte des fonds, mais également pour des prêts aux entreprises et pour se rapprocher d'elles.

Ce sont ces trois impératifs qui, compte tenu de la discussion de ce soir et d'une audition éventuelle devant la commission des finances nous permettront de préciser les dispositions qui seront offertes à l'épargnant et qui seront soit uniques, soit optionnelles.

Voilà, monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, ce que je pouvais indiquer en introduction à ce débat, étant entendu que la discussion des amendements me permettra d'approfondir la position du Gouvernement sur tel ou tel point qui mériterait des éclaircissements. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Tranchant, premier orateur inscrit.

M. Georges Tranchant. Monsieur le ministre, vous nous proposez un texte destiné à favoriser la création d'entreprises. Il convient d'abord de souligner qu'il s'agit exclusivement d'entreprises industrielles, car il faut être clair.

Or, depuis deux ans, malgré les nombreuses mises en garde du R. P. R. et de l'opposition, un très grand nombre de textes proposés par le Gouvernement et votés par la majorité qui soulent sa politique ont abouti à augmenter de façon insupportable les charges de toutes natures grevant les entreprises, réduisant par là-même leur compétitivité et rendant de plus en plus précaire leur survie.

Les éléments qui nous sont communiqués par l'I. N. S. E. E., le conseil économique et social, les organisations professionnelles confirment, hélas, la rapide dégradation de notre appareil productif.

Il aurait été beaucoup plus efficace pour le redressement de notre économie, en même temps que de prévoir des mesures incitatives à la création d'entreprises industrielles — et seulement de celles-là — d'alléger réellement les charges pesant sur les entreprises existantes, ce qui aurait eu un effet immédiat sur leur redressement.

Toutefois, nous ne sommes pas de ceux qui refusent d'apporter leur concours, bien au contraire, à la création d'entreprises nouvelles. Cependant, le mode d'incitation prévu par votre projet nous semble beaucoup trop restrictif puisqu'il ne vise, de façon très précise, que des entreprises industrielles, excluant les prestataires de services, les artisans, les commerçants et tout l'environnement indispensable à la vente des produits fabriqués.

Il est particulièrement regrettable, monsieur le ministre, de ne pas prendre en considération dans ce texte l'industrie hôtelière et toutes les activités de tourisme qui s'y rattachent, ces dernières méritant plus particulièrement notre attention, car elles sont — comme vous le savez — l'un des éléments les plus générateurs de ces devises qui, à l'heure actuelle, nous font cruellement défaut.

Par ailleurs, l'incitation que vous proposez à la création de nouvelles entreprises industrielles — exonération de taxe professionnelle, d'impôt foncier, de taxes et frais de chambre de commerce et d'industrie et de chambre des métiers — n'est en fait que facultative et laisse à la discrétion des collectivités locales et des organismes concernés qui pourront exonérer ou non les nouvelles entreprises industrielles de ces différentes taxes.

L'Etat ne prend pas en charge cette incitation qu'il ne manque pas d'inscrire dans le cadre d'une campagne nationale contre le chômage et pour l'amélioration industrielle de notre pays, tout en rejetant le coût financier sur les collectivités locales.

Une telle conception sera génératrice d'injustice, de difficultés et de conflits entre les entreprises et les collectivités locales. En effet, des marchandages, de part et d'autre, aboutiront à des formes de surenchère, les collectivités les plus pauvres n'ayant d'autres ressources, pour attirer de nouvelles activités, que d'exonérer les uns en augmentant la charge des autres. En revanche, les collectivités les mieux nanties pourront pratiquer des exonérations sans que, pour autant, les autres entreprises aient à en subir les conséquences.

Une telle situation ne peut qu'aboutir à concentrer les implantations industrielles dans des secteurs géographiques relativement plus prospères par rapport à d'autres moins favorisés, perturbant ainsi gravement la politique de décentralisation dont l'aboutissement est justement la création d'entreprises de toute nature, et non seulement industrielles, dans les régions les plus défavorisées.

Il aurait été beaucoup plus cohérent que l'Etat prenne en charge, sur le plan national, l'incitation qu'il préconise vis-à-vis de toutes les nouvelles entreprises, quelle que soit leur forme ou quel que soit leur secteur d'activité. L'équité y aurait beaucoup gagné aussi bien à l'égard des nouvelles entreprises et des collectivités locales que de la politique de décentralisation.

La création d'un compte pour le développement industriel, prévu par le projet de loi, ne devrait pas être seulement limité à hauteur de 20 000 francs aux personnes physiques. En effet, monsieur le ministre, vous avez eu raison de souligner que nous n'aurons jamais suffisamment de fonds disponibles chaque année pour financer les investissements à long et moyen terme des entreprises à des taux préférentiels, puisqu'ils seraient exonérés d'impôt. Par conséquent en limitant ces facultés d'emprunt aux personnes physiques, et en excluant les personnes morales, vous réduisez les possibilités de collecte de fonds qui vont au-delà des cinq milliards de francs annuels placés dans de bonnes conditions auprès de l'Anvar par le Fonds de modernisation de l'industrie.

Compte tenu du caractère sélectif et discriminatoire des éventuelles exonérations dont la responsabilité est transférée, dans des conditions peu satisfaisantes et génératrices de conflits, aux collectivités locales, le groupe du rassemblement pour la République considère que ce projet de loi ne sera pas de nature à lutter efficacement contre le chômage et pour la restauration de la compétitivité de nos entreprises.

Si, au cours de la discussion de ce projet, nos recommandations d'étendre le dispositif à toutes les nouvelles entreprises, quelle que soit leur activité, et de faire prendre en charge par l'Etat les exonérations qu'il propose, ne sont pas prises en compte, le groupe du rassemblement pour la République s'abstiendra, monsieur le ministre, de voter votre projet de loi.

M. le président. La parole est à M. Anciant.

M. Jean Anciant. Le texte qui est soumis à l'Assemblée nationale aujourd'hui comporte essentiellement deux séries de dispositions. La première a pour objet la création d'un compte d'épargne pour le développement industriel, la seconde porte sur la fiscalité locale.

Le nouveau mécanisme envisagé pour susciter et recueillir une épargne destinée à financer le développement industriel est conforme aux objectifs prioritaires du Gouvernement et de la majorité, ainsi que l'a rappelé M. le rapporteur général. Il s'inscrit dans le cadre des orientations proposées dans le IX^e Plan. Nous approuvons pleinement cette initiative qui va dans le sens du développement industriel.

Bien entendu, nous nous posons encore de nombreuses questions sur le fonctionnement de ce nouvel instrument d'épargne mais, monsieur le ministre, nous vous faisons confiance, d'autant que, sur de nombreux points, nous nous avez déjà apporté des précisions importantes et utiles dont nous vous remercions. J'ajouterai, après l'intervention de M. Tranchant, que je suis persuadé, pour ma part, que ce nouvel instrument d'épargne incitera de nombreux Français à placer leur argent en France plutôt qu'à l'étranger. *(Très bien ! sur les bancs des socialistes.)*

Le caractère incitatif du Codevi — ce pourrait être le nom abrégé de ce compte mais ce n'est pas encore tout à fait sûr — réside dans le fait que le produit des placements en valeurs mobilières effectués sur ce compte, d'ailleurs plafonné, sont exonérés de l'impôt sur le revenu. Sur ce point, je me permettrai deux observations.

Première observation : il sera nécessaire de préciser le niveau de rémunération envisagée et de confirmer que le texte de loi prévoit une exonération des éventuelles plus-values.

Seconde observation : cette nouvelle exonération vient naturellement s'ajouter à plusieurs autres partielles ou complètes en faveur de l'épargne investie dans les activités économiques.

Le risque est que la multiplication et l'addition des avantages prévus par ces différentes exonérations ne finissent par induire des situations privilégiées qui seraient injustifiées et incontrôlables.

Plus que jamais le financement de la politique sociale du Gouvernement, que nous soutenons, met à l'ordre du jour la question de l'équité fiscale.

Sur les dispositions concernant la fiscalité locale, dont la portée exacte reste à mesurer, je me bornerai à quelques observations générales.

La première porte sur l'article 4 qui propose un coefficient d'actualisation des valeurs locatives des immeubles industriels. Je rappelle, après le rapporteur, que l'actualisation des valeurs locatives des bâtiments industriels, en raison d'une disposition particulière qui date de quelques années, échappe au régime général.

Pour 1982, je crois me souvenir que le coefficient général retenu a été de 1,11 p. 100 contre 1,08 p. 100 pour les bâtiments industriels. En décembre 1982 — vous l'avez vous-même rappelé, monsieur le ministre — la fixation du coefficient pour 1984 avait donné lieu à un débat et la question avait été laissée en suspens.

Le groupe socialiste, pour sa part, considère, qu'en l'état actuel de la fiscalité locale il serait sans doute beaucoup plus juste d'appliquer aux valeurs locatives des bâtiments industriels le coefficient prévu pour le régime général. Des amendements dans ce sens ont d'ailleurs été déposés. Cette mesure permettrait d'éviter tout risque de transfert d'impôts au détriment de la taxe d'habitation, qui, chacun le reconnaît depuis longtemps, n'est pas un impôt très juste.

Nous approuvons l'objectif de stabiliser les charges des entreprises industrielles mais il faut rappeler que, dans beaucoup de communes, la taxe d'habitation, par la force des choses, est un impôt qui frappe même les catégories sociales les plus défavorisées.

Ma seconde observation concerne les exonérations prévues au titre I^{er} du projet de loi.

Nous approuvons pleinement la volonté du Gouvernement de tout mettre en œuvre pour faciliter les initiatives créatrices d'emplois, notamment dans le P.M.E. La mesure proposée a le mérite de la clarté et de la simplicité mais, pour l'instant, elle ne concerne que les collectivités locales. On peut néanmoins s'interroger sur la compatibilité des nouvelles dispositions avec les règles similaires existant dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Chacun sait, en outre, que les communes se trouvent dans des situations très différentes en ce qui concerne tant leurs ressources financières que l'importance du taux de chômage auquel elles doivent faire face. Le risque est précisément que les communes les moins favorisées soient obligées de s'aligner sur les communes les plus riches pour lesquelles la décision d'exonération pendant trois ans apparaît moins difficile au regard de leurs propres

finances. C'est une préoccupation dont je voulais vous faire part, monsieur le ministre, sachant l'intérêt que vous portez à la situation financière actuelle des collectivités locales.

Ces quelques réflexions sur les titres I^{er} et II du projet de loi me conduisent à rappeler en conclusion qu'une réforme progressive de la fiscalité locale reste d'actualité.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Très bien !

M. Jean Anciant. Elle a été amorcée mais nous souhaitons qu'un nouveau pas soit franchi à la lumière des simulations en cours, du débat d'aujourd'hui et des objectifs du IX^e Plan. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

M. le président. La parole est à M. Mercieca.

M. Paul Mercieca. Monsieur le ministre, mes chers collègues, nous examinons aujourd'hui le projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle.

Des mesures semblables d'allègements fiscaux relatifs à la taxe professionnelle ayant déjà été prises, je voudrais souligner les limites d'une telle politique.

Certes, le souci de relance de l'investissement doit rester une de nos préoccupations majeures, mais une telle politique ne peut se faire à travers l'aménagement répété des impôts locaux et en particulier de la taxe professionnelle.

En effet, il ne s'est pas passé une seule session depuis le début de cette législature sans que des mesures n'aient été prises en faveur des redevables de la taxe professionnelle. En revanche, nous sommes toujours dans l'attente d'une refonte d'ensemble de la fiscalité locale, qui doit avoir lieu à la suite du dépôt de plusieurs rapports devant le Parlement.

Dans la mesure où nous ne connaissons pas les résultats des modifications qui ont été apportées en juin 1982 au régime de la taxe professionnelle, nous estimons qu'il serait plus sage de reporter tout autre aménagement.

La fiscalité locale est un ensemble complexe qui, à notre avis, ne saurait être remanié au coup par coup. Certes, il convient de faire jouer à la taxe professionnelle un rôle positif et plus efficace pour l'emploi, qui doit s'inscrire dans une réforme globale de la fiscalité locale.

Nous craignons surtout que les dispositions prévues aux titres I^{er} et II ne créent à nouveau des transferts de charges entre contribuables et surtout des pressions supplémentaires sur la taxe d'habitation, taxe déjà injuste puisqu'elle ne tient pas compte de la capacité contributive des assujettis.

Il convient toutefois de rappeler que des allègements importants ont été déjà consentis en 1982, en faveur de ces derniers :

Il s'agit des réductions de bases fiscales pour les valeurs locatives non passibles de la taxe foncière — investissement — des réductions de la base des salaires et d'un plafonnement du taux de taxe professionnelle.

En contrepartie, des compensations et une dotation de péréquation doivent corriger le manque à gagner qui en est résulté pour les communes. Ces mesures d'allègement ont porté sur 5 milliards de francs en 1982 et 6 milliards de francs en 1983. Cependant, les réductions de charges accordées n'ont pas été assorties de contreparties, assurant une progression effective de l'investissement et de l'emploi, ce que nous avons regretté à l'époque.

Pourtant cela nous paraît primordial, si l'on veut qu'une action volontariste modifie l'attitude du patronat qui se retranche toujours derrière le niveau des charges supportées par les entreprises françaises pour justifier son refus d'investir. A cet effet, il serait intéressant de mener une étude sur le niveau de ces charges, de les comparer à celles des autres pays, et de créer un observatoire permanent de leur évolution.

Nous constatons, à l'examen des allègements fiscaux, pour l'année 1982, que les aides au titre de la fiscalité d'Etat se sont élevées à près de 22 milliards de francs, et de 6 milliards de francs au titre de la fiscalité locale. En 1983, ces dernières s'élèveront à plus de 8 milliards de francs. Un effort important a donc été demandé à la collectivité nationale et plus particulièrement aux collectivités locales. On peut s'interroger sur les effets réels de toutes les mesures qui ont été prises en faveur des entreprises.

En revanche, les dispositions de la loi de finances rectificative pour 1982, en modifiant les bases de la taxe professionnelle, vont entraîner pour bon nombre de communes des difficultés supplémentaires. En effet, la compensation prévue n'évoluera pas dans le temps, ce qui conduira les communes à recourir à une pression fiscale accrue sur les ménages.

Mais, en tout état de cause, je ne pense pas que la taxe professionnelle soit l'élément qui pèse le plus lourd dans les charges des entreprises, et donc que ce soit pas le biais de la taxe professionnelle que l'on pourra favoriser les créations d'entreprises.

L'incitation prévue au titre I^{er} paraît faible eu égard aux difficultés des entreprises nouvelles : 5 000 à 6 000 entreprises ont été créées l'an dernier et 10 000 sont prévues en 1983.

Sans résoudre le problème des entreprises, on risque d'aggraver la situation financière de certaines communes et peser ainsi sur la pression fiscale déjà lourde.

Avec la loi de décentralisation, les communes ont accès de réelles possibilités d'interventions économiques. Tout cela est positif, mais là encore les moyens financiers des communes sont une limite réelle à ce genre d'interventions.

Le titre II nous paraît tout aussi préoccupant quant au transfert d'une partie de la charge fiscale sur les ménages.

En effet, le coefficient forfaitaire retenu pour les immeubles industriels, fixé à 8 p. 100, demeure bien en deçà de celui affecté aux autres valeurs locatives.

Nous avions, lors du débat sur la deuxième loi de finances rectificative pour 1982, en décembre dernier, souligné ces dangers.

Une nouvelle fois, nous vous demandons, monsieur le ministre, d'apporter tous les éléments d'information sur les conditions d'une amélioration de l'assiette des taxes foncières, afin d'être mieux éclairés et de pouvoir décider des dispositions répondant davantage à l'objectif de justice fiscale, qu'ensemble nous poursuivons.

En résumé, agir au coup par coup, et en l'absence d'éléments, risque de conduire les communes à des difficultés supplémentaires, d'autant que les responsabilités des communes iront grandissant avec la décentralisation et donc, à terme, leurs besoins financiers.

Nous ne perdons pas de vue l'engagement du Président de la République d'affecter 25 p. 100 des ressources publiques nationales aux collectivités territoriales. Pour réussir la décentralisation, il faudra en effet leur donner plus de moyens.

Quant au texte qui nous est soumis, les réserves que je viens d'exprimer seront d'autant plus partagées par les maires qu'il n'est pas prévu de compensations aux exonérations qu'ils pourraient accorder.

C'est pourquoi je demande au Gouvernement d'envisager à tout le moins une compensation versée par l'Etat aux communes situées en dessous du taux moyen pondéré des trois taxes au plan national.

La seconde partie du projet tend à créer le compte pour le développement industriel, c'est-à-dire un compte d'obligations. Le Gouvernement attend quelque cinq milliards de francs chaque année pour offrir, par le biais du fonds de modernisation industrielle, des prêts participatifs aux entreprises industrielles. Ce mécanisme ne peut que recueillir notre approbation dès lors qu'il s'agit de financer la modernisation de l'industrie française et de lutter contre le chômage.

Cependant, nous exprimons une réserve qui nous paraît essentielle : le livret créé ne doit pas être l'occasion d'une remise en cause des formes d'épargne traditionnelles telles que les livrets A et B, appréciés de la population, et qui contribuent eux-mêmes à la relance de l'activité économique notamment en matière de logement et d'équipements collectifs.

On peut en outre s'interroger sur la création de produits nouveaux pour attirer l'épargne alors que la politique de rigueur oblige les détenteurs d'une épargne peu importante à y puiser pour faire face à leurs dépenses de consommation courante.

La seconde remarque est plus directement liée à l'utilisation des fonds. Les déductions fiscales et les crédits de l'Etat consentis aux entreprises ne sont pas suffisamment contrôlés et la représentation nationale ne dispose pas des éléments d'appréciation nécessaires quant à leur efficacité au plan de l'emploi et de la croissance de l'investissement.

C'est pourquoi je souhaite avoir des précisions sur ce point. A notre avis, les demandes de prêts ne doivent être agréées que si elles prévoient des engagements précis en matière d'emploi.

Telles sont les observations que je voulais exprimer dans la discussion générale au nom des députés communistes, *(Appui dissimulé sur les bancs des communistes et des socialistes.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget.

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. J'apporterais quelques précisions à la suite des questions posées par les trois intervenants.

Tout d'abord, on ne peut pas à la fois vouloir la décentralisation et demander à l'Etat d'assurer une péréquation totale. C'est contraire à l'esprit de la décentralisation.

Etant moi-même à la tête d'une commune, je sais les efforts que font tous les maires pour essayer d'attirer des entreprises nouvelles. Par conséquent, la décentralisation implique une part de responsabilité.

Ensuite, M. Tranchant a exprimé des inquiétudes en ce qui concerne les charges des entreprises. Je précise à ce sujet, faisant écho aux propos de M. Mercieca, qu'en 1983 l'évolution

en valeur nominale des charges sociales et salariales des entreprises sera d'environ 9 p. 100, contre 14 à 18 p. 100 au cours des dernières années, c'est-à-dire même avant mai 1981. Le coût du crédit a baissé et il baissera encore. Par conséquent, c'est par la politique générale de désinflation du Gouvernement que les entreprises peuvent maîtriser leurs charges et non pas par des revendications continuelles, caractérisées par une évidente absence de mémoire.

En outre - et cette remarque rejoint l'observation de M. Mercieca - le C.N.P.F. parle actuellement beaucoup des charges des entreprises, mais il oublie que, sur environ 55 milliards de francs que représente la taxe professionnelle, l'Etat - c'est-à-dire les contribuables - a déjà pris en charge 11 milliards de francs. Par conséquent, cet effort a été consenti et l'on nous parle aujourd'hui comme s'il ne l'avait pas été.

Enfin, le coût de l'exonération nouvelle pour les collectivités locales, qui vous est proposé, sera très inférieur, me semble-t-il, à celui du régime de cinq ans dans les zones d'aménagement du territoire. Je rappelle, en effet, que l'exonération de cinq ans concerne les créations d'établissements, les décentralisations et les restructurations opérées par les entreprises nouvelles ou existantes. Au contraire, le régime de trois ans, que nous vous proposons, et qu'il appartiendra aux collectivités locales d'appliquer, ne concerne que les entreprises nouvelles qui créent des établissements et qui ne sont pas les filiales de sociétés existantes. Il s'agit donc, contrairement au régime de cinq ans, d'un système réservé en fait aux petites entreprises, c'est-à-dire d'un système sélectif.

M. Anciant, après avoir rappelé - et je l'en remercie - les mesures prises en faveur de l'épargne orientée notamment vers les entreprises, a appelé de ses vœux une réforme de la fiscalité locale. M. Mercieca lui a fait écho.

Je suis en mesure d'indiquer à l'Assemblée que deux rapports d'évaluation de la taxe professionnelle seront déposés, l'un en juillet, l'autre en septembre, et deux autres rapports suivront concernant la taxe d'habitation et l'impôt foncier sur le non-bâti.

Tous ces éléments d'évaluation nous permettront d'avoir ensemble une vue exhaustive de la fiscalité locale et de procéder aux réformes qui apparaîtront nécessaires.

Telles étaient, monsieur le président, les remarques que je voulais faire à l'issue de la discussion générale.

M. le président. La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

Je rappelle qu'à partir de maintenant peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

Avant l'article 1

M. le président. A la demande de la commission, l'amendement n° 4, avant l'article 1, est réservé jusqu'après l'article 11.

Article 1

M. le président. Art. 1. Les entreprises, créées en 1983 et en 1984, soumises de plein droit ou sur option à un régime réel d'imposition de leurs résultats et répondant aux conditions prévues à l'article 44 bis II, 2 et 3, et III du code général des impôts, sont exonérées de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe professionnelle ainsi que des taxes pour frais de chambres de commerce et d'industrie et pour frais de chambres de métiers, dont elles sont redevables pour les établissements qu'elles ont créés ou repris à une entreprise en difficulté, au titre des deux années suivant celle de leur création.

La parole est à M. Jans, inscrit sur l'article.

M. Parfait Jans. Monsieur le ministre, une question vient immédiatement à l'esprit à la lecture de l'article 1 et de l'exposé des motifs. Combien d'entreprises, sur 10 000 créations attendues, seront créées grâce aux mesures d'exonération de la taxe professionnelle ?

Je pose cette question parce que, à mon avis, la taxe professionnelle ne peut pas d'un coup tel qu'elle interdise la création d'une entreprise lorsque la décision a été prise.

En 1982, des décisions ont été prises concernant la taxe professionnelle. Au cours d'une réunion du groupe communiste, notre ami Vincent Borelli nous a dit que ces décisions avaient contribué à réduire de 36 p. 100 la taxe professionnelle des entreprises de Port Saint Louis, dans les Bouches du Rhône. Il a écrit aux vingt plus grandes entreprises de sa localité pour leur demander si elles avaient utilisé cette baisse de 36 p. 100 de la taxe professionnelle soit pour investir, soit pour embaucher.

Sur vingt entreprises, une seule a répondu : elle avait, grâce à ces décisions, maintenu en 1983 ses emplois de 1982. Les autres n'ont pas répondu, et quatre procèdent à des licenciements, soit à des réductions de personnel.

Voilà une mesure qui n'a pas beaucoup contribué à l'amélioration de l'emploi.

Par ailleurs, contrairement à ce que vous venez de dire, monsieur le ministre, cette mesure n'est pas compatible avec la politique de décentralisation à laquelle nous sommes favorables et qui doit tendre à accroître les responsabilités des communes et donc à ne plus toucher à la fiscalité locale.

Nous sommes bien d'accord pour considérer que la taxe professionnelle, qui est un cadeau empoisonné pour le Gouvernement, doit être réétudiée et réaménagée, notamment parce qu'elle pénalise essentiellement les entreprises de main-d'œuvre. Mais le problème doit être considéré dans son ensemble. Cessons d'appliquer à la taxe professionnelle la politique de l'artichaut. Pas une session de cette législature ne s'est écoulée sans qu'on lui arrache une feuille. Un rapport nous a été promis. Il n'est toujours pas publié. Nous pensons que toute décision concernant la taxe professionnelle devrait être différée tant que l'Assemblée n'y verra pas plus clair.

Cette mesure gênera les communes dites sinistrées et celles situées dans les zones sensibles. En effet, à partir du moment où vous nous proposez d'étendre à toutes les communes la possibilité d'exonérer de la taxe professionnelle, vous banalisez le système : du même coup vous retirez aux communes sinistrées et aux zones sensibles l'avantage qu'elles avaient et donc l'espoir d'attirer des entreprises.

Enfin, vous contribuerez à accroître ainsi la pression fiscale sur les ménages alors que la création d'une entreprise aurait dû se traduire par un allègement. Faute de compensation par l'Etat — le système de 1982 qui n'est pourtant pas une véritable compensation, cessera progressivement de produire ses effets — lorsqu'un département aura décidé d'exonérer, une commune qui ne voudra pas exonérer sera en difficulté et inversement. C'est pourquoi nous avons déposé deux amendements à l'article 1^{er} sur lesquels je n'aurai pas besoin de revenir.

M. le président. M. Pierret, rapporteur général, a présenté un amendement n° 3 ainsi rédigé :

« Au début de l'article 1^{er}, après le mot : « entreprises », insérer le mot : « industrielles ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Christian Pierret, rapporteur général. La commission des finances s'est interrogée sur le cas des entreprises artisanales ayant des activités industrielles. A l'unanimité, elle a considéré qu'il était normal que ces entreprises bénéficient d'exonérations.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Le Gouvernement accepte l'amendement de la commission des finances.

Les exonérations s'appliqueront aux entreprises industrielles définies à l'article 44 bis du code général des impôts.

En réponse à la question du rapporteur général sur le régime applicable aux artisans, je précise que les artisans, ayant une activité de caractère industriel, soumis à un régime réel d'imposition et dont les deux tiers des investissements sont amortissables selon le mode dégressif, peuvent naturellement bénéficier de ces nouvelles dispositions.

M. le président. La parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Je suis contre cet amendement qui est restrictif. Nous aurions souhaité que toutes les entreprises puissent bénéficier des mêmes avantages : les prestataires de service, les hôteliers, les restaurateurs, les entreprises de tourisme, etc.

Par ailleurs, s'il doit être adopté, ne conviendrait-il pas de faire une référence explicite au code général des impôts pour que les artisans comprennent bien qu'ils peuvent bénéficier de cette disposition ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. C'est inutile, le texte contient déjà cette référence.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements, n° 14 et 6, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 14, présenté par MM. Jans, Paul Chomat, Couillet, Mercieca, Riouhon, est ainsi rédigé :

« Dans l'article 1^{er}, substituer aux mots : « sont exonérées », les mots : « peuvent être exonérées ».

L'amendement n° 6, présenté par M. Pierret, rapporteur général, est ainsi rédigé :

« Dans l'article 1^{er}, substituer aux mots : « sont exonérées », les mots : « peuvent être exonérées, dans les conditions prévues aux articles 2 et 3 de la présente loi ».

La parole est à M. Jans, pour soutenir l'amendement n° 14.

M. Parfait Jans. Dans la mesure où il n'y a pas de compensation, nous pensons qu'il faut laisser la totale responsabilité aux communes.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général, pour défendre l'amendement n° 6.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Nous voulons nous aussi ouvrir une faculté aux collectivités locales, non leur imposer une obligation. Mais l'amendement de la commission des finances me paraît plus précis.

M. Parfait Jans. Nous nous rallions à l'amendement n° 6.

M. le président. L'amendement n° 14 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. J'accepte l'amendement n° 6 qui améliore la rédaction du projet de loi.

M. le président. La parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Je suis bien entendu contre cet amendement puisque je souhaitais, ainsi que je l'ai clairement indiqué au nom du groupe R. P. R., que toutes les entreprises puissent bénéficier de la même exonération et que celle-ci ne soit pas facultative.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. MM. Jans, Paul Chomat, Couillet, Mercieca, Riouhon ont présenté un amendement, n° 15, ainsi rédigé :

« Dans l'article 1^{er}, supprimer les mots : « de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe professionnelle ainsi que ».

La parole est à M. Jans.

M. Parfait Jans. Je l'ai déjà défendu, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. La commission a repoussé cet amendement, car s'il était adopté, l'article 1^{er} serait vidé de sa substance.

M. Parfait Jans. C'était le but recherché !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Le Gouvernement partage l'avis du rapporteur général de la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 15.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par les amendements adoptés.

M. Georges Tranchant. Le groupe R. P. R. s'abstient !

M. Parfait Jans. Le groupe communiste aussi !

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. Nous en revenons maintenant à l'amendement n° 4 qui avait été précédemment réservé.

Avant l'article 1^{er},

(Amendement précédemment réservé.)

M. le président. Je donne lecture de l'intitulé du titre 1^{er} :

TITRE 1^{er}

EXONERATION D'IMPOTS LOCAUX DES ENTREPRISES NOUVELLES

M. Pierret, rapporteur général, M. Jans et les commissaires membres du groupe communiste ont présenté un amendement n° 4 ainsi rédigé :

« Avant l'article 1^{er}, dans l'intitulé du titre 1^{er}, après le mot : « entreprises », insérer le mot : « industrielles ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Cet amendement est la conséquence de l'amendement n° 5 que nous avons adopté il y a quelques instants.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4.

(L'amendement est adopté.)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — L'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe professionnelle prévue à l'article premier est subordonnée à une délibération des collectivités locales, des communautés urbaines et des établissements publics régionaux dans le ressort desquels sont situés les établissements des entreprises en cause.

L'exonération porte sur la totalité de la part revenant à chaque collectivité locale ou établissement public ayant pris une délibération. Toutefois, les délibérations prises par les conseils

municipaux s'appliquent aux impositions perçues au profit des groupements de communes autres que les communautés urbaines et à la cotisation de répartition de la taxe professionnelle.

Lorsque tout ou partie de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou de la taxe professionnelle acquittée par les entreprises implantées sur une zone d'activités économiques créée ou gérée par un groupement de communes est affecté à ce groupement en vertu des articles 29 ou 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980, celui-ci est substitué à la commune pour l'application du présent article.

Les délibérations sont de portée générale ou le cas échéant limitées :

1° A la taxe foncière sur les propriétés bâties ou à la taxe professionnelle ;

2° Aux seuls établissements créés ou aux seuls établissements repris par les entreprises visées à l'article premier.

Elles peuvent être prises jusqu'au 31 octobre 1983 ou, pour les entreprises créées en 1984, jusqu'au 1^{er} juillet 1984.

L'entreprise ne peut bénéficier de l'exonération de taxe professionnelle qu'à la condition d'en avoir adressé la demande au service des impôts de chacun des établissements concernés, avant le 1^{er} janvier de l'année suivant celle de la création ou de la reprise de l'établissement, en attestant qu'elle remplit les conditions exigées à l'article premier ; elle déclare chaque année les éléments entrant dans le champ d'application de l'exonération.

Lorsqu'un établissement remplit les conditions requises pour bénéficier de l'exonération temporaire de taxe professionnelle prévue à l'article 1465 du code général des impôts et de l'exonération de taxe professionnelle instituée par la présente loi, l'entreprise doit opter pour l'un ou l'autre de ces régimes. Cette option est irrévocable.

L'entreprise ne peut bénéficier de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties qu'à la condition de déclarer ses acquisitions au service des impôts de la situation des biens dans les quinze jours de la signature de l'acte, ou au plus tard le 15 novembre 1983 pour les biens acquis avant le 31 octobre 1983.

M. Jans, Paul Chomat, Couillet, Mercieca, Ricubon ont présenté un amendement n° 16 ainsi rédigé :

Supprimer l'article 2.

M. Parfait Jans. Cet amendement tombe.

M. le président. L'amendement n° 16 est devenu sans objet.

M. Pierret, rapporteur général, M. Bèche et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 7 ainsi rédigé :

Dans le premier alinéa de l'article 2, substituer aux mots : « locales, des communautés urbaines », les mots : « territoriales ou de leurs groupements ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Cet amendement résulte d'une initiative de notre collègue M. Bèche.

Le texte du projet de loi prévoit, au nom d'un raisonnement qui tend à aligner le régime de l'accessoire sur le régime du principal, que pour les groupements de communes à fiscalité propre autres que les communautés urbaines, la décision du conseil municipal portera exonération de la part leur revenant de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe professionnelle.

La commission a estimé qu'il était souhaitable que chaque organisme disposant de ressources propres au titre de la fiscalité directe locale puisse déterminer librement s'il accordera ou non aux entreprises nouvelles le bénéfice de l'exonération et que cette liberté permette à chaque collectivité territoriale à fiscalité propre de décider, quelle que soit la décision d'une autre collectivité territoriale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Le Gouvernement serait d'accord sous réserve d'un sous-amendement selon lequel la disposition ne vaudrait pas pour tous les groupements, mais seulement pour ceux qui sont dotés d'une fiscalité propre.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Nous sommes d'accord sur le fond, mais notre rédaction est plus légère car, sans fiscalité propre, on ne peut évidemment pas exonérer.

M. Parfait Jans. L'argument est de poids ! (Sourires.)

M. le président. Maintenez-vous tout de même votre sous-amendement, monsieur le ministre ?

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Oui, monsieur le président.

M. Christian Pierret, rapporteur général. A titre personnel, je souhaite l'adoption du sous-amendement qui complète heureusement le dispositif que nous avons voté en commission.

M. le président. Je suis saisi par le Gouvernement d'un sous-amendement n° 19 ainsi rédigé :

« Compléter l'amendement n° 7 par les mots : dotés d'une fiscalité propre ».

Je mets aux voix ce sous-amendement n° 19.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 7, modifié par le sous-amendement n° 19.

(L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. M. Pierret, rapporteur général, M. Bèche et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 8 ainsi rédigé :

Dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article 2, substituer au mot : « locale », le mot : « territoriale ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Christian Pierret, rapporteur général. C'est un amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 8.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Pierret, rapporteur général, M. Bèche et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 9 ainsi rédigé :

« Dans la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 2, supprimer les mots : « aux impositions perçues au profit des groupements de communes autres que les communautés urbaines et ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Cet amendement est la conséquence de l'amendement n° 7.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Pas de problème.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 9.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Pierret, rapporteur général, a présenté un amendement n° 10 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi les quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'article 2 :

« Les délibérations mentionnées ci-dessus sont de portée générale. Elles peuvent concerner :

« 1° La taxe foncière sur les propriétés bâties et la taxe professionnelle ou l'une de ces deux taxes seulement ;

« 2° Les établissements créés et les établissements repris par les entreprises visées à l'article 1^{er} ou l'une seulement de ces deux catégories d'établissements. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Le Gouvernement est d'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 10.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 2, modifié par les amendements adoptés.

M. Parfait Jans. Le groupe communiste s'abstient.

(L'article 2, ainsi modifié, est adopté.)

Article 3.

M. le président. Art. 3. — L'exonération des taxes pour frais de chambre de commerce et d'industrie et des taxes pour frais de chambre de métiers est subordonnée à une délibération des organismes consulaires dans le ressort desquels sont situés les établissements des entreprises en cause.

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'article 3.

(L'article 3 est adopté.)

Après l'article 3.

M. le président. M. Jean-Louis Masson et M. Robert André Vivien ont présenté un amendement n° 11 ainsi rédigé :

« Après l'article 3, insérer l'article suivant :

L'article 1618 A du code général des impôts est complété par l'alinéa suivant :

Par dérogation aux dispositions du présent article, le conseil général peut décider d'attribuer aux établissements publics ou aux groupements de communes ayant pour

vocation de créer des zones industrielles, tout ou partie de la taxe professionnelle perçue par le Fonds départemental, et qui leur serait revenue directement ou indirectement en l'absence d'écrêtement. Cette attribution ne peut toutefois concerner que la part de la taxe professionnelle provenant d'établissements industriels ou commerciaux implantés sur la zone industrielle créée ou gérée par l'établissement public ou le groupement de communes concerné. »

La parole est à M. Tranchant, pour soutenir cet amendement.

M. Georges Tranchant. De nombreux groupements de communes, syndicats, districts, etc., et de nombreux établissements publics associant d'autres collectivités locales — c'est le cas de syndicats mixtes formés par association du département à des groupements de communes — ont pour mission de créer et de gérer des zones industrielles. Bien souvent, ces organismes équilibrent le bilan financier des opérations d'aménagement en bénéficiant, de par leur statut, de la rétrocession d'une fraction de la taxe professionnelle perçue sur la zone industrielle par les communes intéressées.

Une zone industrielle peut être très étendue et il arrive qu'elle s'étende en partie sur le territoire d'une très petite commune. Dans ce cas, le processus d'écrêtement limite considérablement le montant de la taxe professionnelle perçue. L'écrêtement est alors excessif et ne correspond pas à l'importance de l'établissement public qui est indirectement pénalisé.

Dans le cas des groupements de communes, il est possible de tourner cette difficulté en instituant une fiscalité propre. Cela crée toutefois de nombreuses difficultés notamment pour circonscrire le prélèvement de la taxe professionnelle au seul périmètre de la zone industrielle. Dans le cas de syndicats mixtes départementaux, un tel palliatif est même purement et simplement impossible.

L'objet du présent amendement est donc de remédier aux difficultés ci-dessus évoquées en rétablissant de manière équitable les ressources nécessaires au fonctionnement des organismes concernés.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. Cet amendement pose en termes complexes le problème de l'écrêtement de la taxe professionnelle afférente aux établissements exceptionnels et de la péréquation. Il permettrait aux conseils généraux d'éviter l'écrêtement de la taxe afférente aux établissements situés dans des zones industrielles créées ou gérées par des établissements publics ou par des groupements de communes.

La commission des finances s'est interrogée sur l'opportunité de cette disposition car on pourrait imaginer que des zones industrielles soient artificiellement étendues dans le seul but d'éviter l'écrêtement.

On pourrait ainsi, par le biais de cette extension ou de cette création de zones industrielles nouvelles, passer outre aux dispositifs d'écrêtement et de péréquation. C'est pourquoi nous avons repoussé l'amendement, tout en comprenant ses motivations. Mais, je le répète, nous avons peur qu'il y ait des abus et des manœuvres destinées à détourner la loi de son vrai sens.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Même avis que M. le rapporteur général.

M. Georges Tranchant. Puis-je répondre à la commission, monsieur le président ?

M. le président. Vous ne pouvez parler que contre l'amendement, ce qui me paraît difficile. (Sourires.)

M. Georges Tranchant. Je voudrais répondre à M. le rapporteur général.

M. le président. Je vous donne la parole à titre exceptionnel, mais n'en abusez pas.

M. Georges Tranchant. Je vous remercie, monsieur le président.

Je voudrais dire à M. le rapporteur qu'on ne doit pas faire un procès d'intention à des collectivités locales qui créent des zones industrielles. On ne peut tout de même pas les suspecter de tenter en quelque sorte de pratiquer une certaine « fraude fiscale » en recherchant des avantages auxquels elles n'auraient pas droit. Cela n'est pas convenable vis-à-vis de ces collectivités qui essaient de créer des activités industrielles, et donc des emplois, dans des zones qu'elles ont mise en place souvent avec beaucoup de difficulté.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1. (L'amendement n'est pas adopté.)

Article 4.

M. le président. Je donne lecture de l'article 4 :

TITRE II

MAJORATION DE LA VALEUR LOCATIVE DES BATIMENTS INDUSTRIELS

« Art. 4. — En 1984, les valeurs locatives des immeubles industriels, autres que ceux visés à l'article 1500 du code général des impôts, sont majorées de 1,08 par rapport à celles de l'année précédente. »

La parole est à M. Frelaut, inscrit sur l'article.

M. Dominique Frelaut. Tous les ans, et depuis assez longtemps, le problème de la majoration forfaitaire des valeurs locatives servant de base aux impôts locaux donne lieu à des débats parlementaires qui sont parfois longs et un peu agités.

Ce fut le cas l'année dernière, où l'on avait déjà, si je puis dire, déconnecté la majoration forfaitaire de la valeur locative des immeubles industriels de celle des locaux d'habitation.

Nous avions alors obtenu que la loi ne fixe pas le taux de majoration de 1,08 pour deux ans, mais pour la seule année 1983. On laissait donc un vide juridique pour 1984. Voici ce que disait le ministre du budget, M. Fabius, dont je ne crois pas qu'on respecte aujourd'hui totalement les engagements : « En revanche, je souhaiterais que l'amendement n° 40 » — c'était un amendement que j'avais déposé — « soit retiré. En effet, dans la mesure où le Gouvernement prend l'engagement que le vide juridique sera comblé après le dépôt du rapport au mois de juin 1983, on peut, si je puis dire, laisser en l'air l'un des éléments des bases des impôts locaux. »

Mais nous ne disposons pas du rapport sur les décisions qui ont été prises en juin 1982 concernant la taxe professionnelle. On l'annonce pour juillet, mais M. Fabius avait déclaré qu'on ne fixerait la valeur locative des immeubles industriels que dans la mesure où le rapport nous aurait été remis pour que nous ayons une connaissance réelle des effets des mesures prises en juin 1982. C'est un premier constat que je regrette de devoir faire.

Étant membre du comité des finances locales, j'ai eu communication de quelques éléments...

M. Emmanuel Hamel. Privilégié ! (Sourires.)

M. Dominique Frelaut. ... relatifs aux effets de ces mesures sur la taxe professionnelle et, notamment, des effets bénéfiques de la dotation de péréquation dont on aura à réparer. Il reste, monsieur le ministre, qu'il serait souhaitable de tenir les engagements de votre prédécesseur. Mais cela n'est pas l'essentiel.

En effet, l'essentiel, c'est le fond. En 1981 et 1982, à l'article 1518 bis du code général des impôts, le taux de la majoration forfaitaire était le même : indice 1,11 pour tous les locaux, quelle que soit leur nature. Puis, tout d'un coup, en 1983, on décroche et l'on fixe une majoration de la valeur locative des locaux industriels plus faible que pour les locaux d'habitation. On a donc une rupture pour l'un des éléments du calcul de l'assiette.

Et, alors qu'en 1981 on pouvait, grâce à une légère fluctuation des taux, arriver à corriger un peu les aspects négatifs d'une fixation différentielle de l'assiette, voici qu'on bloque complètement l'évolution des taux entre la taxe d'habitation et la taxe professionnelle. Auparavant, on pouvait faire évoluer le taux de la taxe professionnelle en fonction des taux moyens des trois autres taxes. Par une augmentation de la taxe foncière, et aussi par une introduction de certains éléments — je pense à la taxe sur les ordures ménagères — il était possible d'élever un peu plus le taux de la taxe d'habitation, de faire, en quelque sorte, un transfert sur celle-ci. Ce qui était perdu, notamment sur la taxe sur les ordures ménagères, était compensé par une légère augmentation des taux de la taxe professionnelle. Certaines communes l'ont fait. Mais, en 1982, on nous a en quelque sorte cadenassés, en nous disant qu'il ne fallait pas augmenter la part de la taxe professionnelle par rapport aux trois autres taxes locales.

Il ne faut pas qu'il y ait transfert sur la taxe d'habitation, et c'est pourquoi je suis très soucieux de la façon dont évolue la part des quatre taxes locales dans le produit de la fiscalité directe locale.

Je me suis fait communiquer une étude qui, je crois, ne peut être contestée.

M. le président. Veuillez conclure, monsieur Frelaut.

M. Dominique Frelaut. J'ai fini, monsieur le président.

On constate que le taux de la taxe professionnelle était de 52,51 p. 100 en 1979, 52,16 p. 100 en 1980, 52,83 p. 100 en 1981 et 53,28 p. 100 en 1982. Il faut rappeler qu'en 1977 elle était tombée à 48 p. 100.

Mais ce qu'il faut bien voir c'est que, avec les huit milliards d'exonération de la taxe professionnelle, la part réellement payée par les assujettis n'est plus de 53,28 p. 100, mais de 48 p. 100, c'est-à-dire qu'elle tombe au même niveau qu'à l'époque où, à la suite de la loi sur la taxe professionnelle, avec toutes les erreurs que l'on sait, on avait abouti à un blocage de l'évolution de cette taxe professionnelle par rapport aux trois autres taxes.

Je trouve cela profondément injuste. Il faut qu'il y ait un parallélisme absolu entre la fixation du taux forfaitaire de majoration des valeurs locatives, qu'il s'agisse de locaux industriels ou à usage d'habitation. Or, monsieur le ministre, vous avez « ligoté » le calcul des taux en 1982, et on aboutira obligatoirement à un transfert sur la taxe d'habitation.

Je considère, monsieur le président, qu'en intervenant sur l'article 4, j'ai également défendu par avance l'amendement n° 17.

M. le président. M. Alain Richard et les membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 13 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 4 :

« Dans l'article 10 de la loi de finances rectificative pour 1982 (n° 82-1152 du 30 décembre 1982), sont substitués aux mots : « visés aux articles 1496, 1, 1498 et 1500 », les mots : « de toute nature. »

La parole est à M. Anciant, pour soutenir cet amendement.

M. Jean Anciant. Cet amendement tend à assurer une harmonisation des révisions des valeurs locatives du foncier bâti industriel avec la taxe d'habitation. C'est donc toujours le même débat, et je pourrais reprendre un certain nombre des arguments avancés par notre collègue Frelaut. En fait, il a pour objet d'aligner le coefficient de révision des valeurs locatives des bâtiments industriels sur le régime général.

Certes, nous approuvons la volonté du Gouvernement de ne pas pénaliser les entreprises dans le cadre d'une politique favorable à l'industrialisation. Mais cela ne peut se faire au détriment de la taxe d'habitation.

Je rappellerai simplement que nous avons voté la loi du 28 juin 1982 qui comportait un certain nombre d'aménagements pour la taxe professionnelle, lesquels modifiaient principalement l'évolution des bases. Pour l'année 1983, l'indice moyen d'évolution des bases de la taxe professionnelle sera certainement inférieur au coefficient 1,08, mais je ne peux préjuger du chiffre précis. Par conséquent, la progression moyenne des cotisations pour la taxe professionnelle sera très sensiblement réduite.

Bien entendu, en raison de la compensation au profit des collectivités locales à laquelle M. Frelaut faisait allusion, et qui est prévue par la loi, ce freinage très important de l'évolution des bases de la taxe professionnelle ne pèse pas sur les finances des communes et ne donne donc pas lieu à transfert au détriment de la taxe d'habitation.

Tout cela, monsieur le ministre, me fait penser qu'il n'est pas excessif d'appliquer aujourd'hui le coefficient général aux bâtiments industriels, et c'est l'objet de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. Nous n'avons pas examiné l'amendement que vient de défendre M. Anciant. En revanche, nous avons examiné l'amendement n° 17 qu'a défendu M. Frelaut il y a quelques instants.

Sans vouloir allonger ce débat, je crois cependant qu'il convient de rappeler les méthodes de révision des bases locatives des bâtiments industriels.

Pour une information plus complète, je me permets de renvoyer nos collègues au rapport écrit, et je vais simplement aborder quelques-uns des aspects de ce système de révision. Le système prévoit trois modes de révision. D'abord, une révision générale qui a lieu tous les six ans. La dernière a eu lieu le 1^{er} janvier 1974.

M. Dominique Frelaut. Ce n'est pas l'essentiel !

M. Christian Pierret, rapporteur général. Je vais venir à l'essentiel.

Une autre révision devait intervenir le 1^{er} janvier 1982, mais elle n'a pas eu lieu.

Il y a, ensuite, un système, non de révision mais d'actualisation triennale, laquelle intervient entre deux révisions générales. La dernière actualisation a eu lieu en 1980. La suivante devait intervenir au 1^{er} janvier 1983.

Enfin, dans l'intervalle des actualisations triennales interviennent des majorations forfaitaires destinées à prendre en compte, avec des coefficients nationaux fixés par la loi — nous y sommes — en tenant compte de la variation des loyers, l'évolution du marché locatif des biens industriels.

En 1981 et 1982, nous avions fixé, comme coefficients 1,10 et 1,11, ce coefficient étant de 1,09 pour chacune de ces deux années 1981 et 1982 au titre des propriétés non bâties.

Si nous avons repoussé l'amendement qu'a défendu M. Frelaut, c'est pour plusieurs raisons.

D'abord, les immeubles à usage industriel ont une spécificité propre. Ils ont des règles particulières d'évaluation, et leur valeur locative est calculée d'après leur prix de revient à la date d'entrée au bilan, et non d'après un loyer. On ne peut donc appliquer un parallélisme total entre l'évolution des loyers des immeubles locatifs à usage privé et l'évolution des règles d'évaluation spécifiques qui sont celles des immeubles industriels.

Ensuite, les immeubles industriels se caractérisent — et c'est tout particulièrement vrai dans une phase d'évolution technologique rapide — par une obsolescence beaucoup plus rapide que pour les autres propriétés bâties.

M. Parfait Jans. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le rapporteur général ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Jans, avec l'autorisation de M. le rapporteur général.

M. Parfait Jans. Puisqu'on parle du vieillissement des bâtiments, on pourrait rappeler l'exemple des « chalandonnettes ». Il faudrait leur appliquer également le coefficient de 1,08, car elles vieillissent encore plus vite que les établissements industriels.

M. Dominique Frelaut. Et que dire des tours des Minguettes, aussi.

M. Emmanuel Hamel. Les tours des Minguettes, elles tombent !

M. Christian Pierret, rapporteur général. Je remercie M. Jans d'avoir fait cette remarque pertinente.

Je disais donc que, pour les bâtiments industriels, l'obsolescence est beaucoup plus rapide que pour les autres propriétés bâties, car un immeuble industriel s'amortit sur vingt-cinq ou trente ans, alors que, dans la généralité des cas, les autres propriétés bâties s'amortissent à un rythme beaucoup plus lent.

Ensuite, s'il été décidé d'actualiser en 1980 et 1983 les valeurs locatives des immeubles à usage industriel, cette spécificité a été prise en compte, et les coefficients d'actualisation ont été fixés à 1,33 en 1980, au lieu de 1,67 en moyenne pour les locaux à usage d'habitation, et à 1,08 en 1983 au lieu de 1,13.

Le texte qui nous est soumis aujourd'hui ne fait donc que mettre en harmonie la pratique suivie lors des actualisations, qui n'avaient d'ailleurs pas été contestées auparavant, et celle retenue pour le calcul des coefficients de majoration forfaitaire, troisième mode d'actualisation que j'évoquais tout à l'heure, et qui est applicable entre deux actualisations triennales.

Les deux arguments que nous avons retenus ensuite à la commission des finances, et que je vais exposer maintenant, sont sans doute les plus importants.

En effet, le véritable risque n'est pas celui d'un transfert de charges des entreprises vers les ménages, mais celui d'une surcharge des entreprises industrielles. Nous sommes, en effet, dans une période de désinflation, et l'on peut craindre que, compte tenu de la politique de désinflation poursuivie par le Gouvernement, l'écart — et un écart important — ne se creuse à nouveau en 1984 entre l'évolution des cotisations de taxe professionnelle qui sont assises sur des bases de 1982 et celle du produit intérieur brut ; et ce décalage temporaire peut avoir des conséquences extrêmement négatives sur l'évolution de la taxe professionnelle.

De ce point de vue, l'application aux immeubles industriels du coefficient de 1,12 proposé par notre collègue, M. Frelaut, accentuerait cette dérive qui a été, il est vrai, enrayée en 1982 et en 1983, mais qui peut reprendre du fait même du mode de calcul et de la désinflation, ou plus exactement du fait de la conjonction de ces deux phénomènes.

Enfin, et cet argument a aussi son poids, le coefficient de 1,08 qui est proposé par le Gouvernement ne va s'appliquer qu'à une très faible fraction des bases de la taxe professionnelle.

M. Dominique Frelaut. Raison de plus !

M. Parfait Jans. Cela nous donne raison !

M. Christian Pierret, rapporteur général. Je peux vous citer des chiffres précis : les valeurs locatives foncières des immeubles industriels qui se verront appliquer ce coefficient ne représentent que 7 p. 100 des bases de la taxe professionnelle, soit très exactement 22 milliards sur 295 milliards de base brute. En revanche, les autres locaux à usage commercial ou professionnel qui représentent une fraction sensiblement identique des bases de la taxe professionnelle seront majorés selon un taux de 1,12.

Tels sont les arguments dont nous avons largement débattu en commission des finances et qui nous ont conduits à repousser l'amendement de M. Frelaut. A titre personnel, je dois dire que la rédaction de l'amendement n° 13, défendu par M. Anciant, bien que fondamentalement différente, aboutit au même résultat. Je pense donc que nous l'aurions également rejeté.

M. le président. La parole est M. le ministre de l'économie, des finances et du budget.

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Le Gouvernement partage l'analyse qui vient d'être faite par M. le rapporteur général.

En réponse aux questions de M. Frelaut, je préciserai trois points.

Premièrement, nous partageons le souci des parlementaires de préserver les équilibres entre les quatre sources d'imposition des collectivités locales. C'est pourquoi, en lui demandant de bien vouloir m'excuser si je me répète, je lui confirme à l'Assemblée que deux rapports sur la taxe professionnelle lui seront remis, l'un tout prochainement et l'autre en septembre, et que deux études d'évaluation, l'une portant sur la taxe d'habitation et l'autre sur le foncier non bâti, lui seront présentées avant la fin de l'année, de telle sorte que nous puissions examiner ensemble les équilibres internes de la fiscalité locale et les réformes qu'il convient d'y apporter.

Deuxièmement, pour ce qui est du foncier bâti industriel, nous restons dans le droit-fil de nos engagements qui consistent à ne pas aggraver, pour le moment, les charges sociales et fiscales des entreprises compte tenu des évolutions économiques constatées, en moyenne bien entendu.

Y a-t-il un risque de transfert de charges des entreprises vers les ménages ?

M. Parfait Jans. Oui !

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. La réponse du Gouvernement est négative.

Comme chacun le sait, les valeurs locatives des immeubles industriels sont initialement établies au prix de revient réel de ces immeubles alors que le mode d'évaluation des immeubles d'habitation est forfaitaire. Ainsi, en l'absence de toute actualisation, les valeurs du foncier industriel ont tendance à voir leur part s'accroître très rapidement dans l'ensemble des valeurs locatives foncières. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit entre 1974 et 1980, période au cours de laquelle aucune actualisation n'a été pratiquée.

De plus, comme l'a souligné M. le rapporteur général, les immeubles industriels, de par leur spécificité et leur usage, perdent de leur valeur avec le temps à l'inverse de certains immeubles d'habitation. L'écart existant entre immeubles industriels et immeubles d'habitation est donc justifié. Il n'a pas pour résultat de créer des transferts des entreprises vers les ménages, mais d'éviter un effet de transfert inverse qui, s'ajoutant au rythme d'évolution spontané très rapide de la taxe professionnelle — je vais y revenir — ne manquerait pas d'avoir des effets économiques très préjudiciables.

Le sens de la proposition du Gouvernement, indépendamment de la corrélation qui existe entre le taux de 8 p. 100 et nos objectifs de réduction des prix, est bien de tenir nos engagements en matière de limitation des charges des entreprises.

Enfin, si nous partageons le point de vue de M. Meriecau sur les réactions d'une partie du patronat à l'égard de la taxe professionnelle, puisque les abattements pris en charge par l'Etat ont été de 11 milliards sur deux ans, on ne peut pas dire que, du fait des allègements, la croissance de cette taxe soit trop faible. En effet, la base d'augmentation pour 1983, même si elle a été par la suite quelque peu réduite par les mesures gouvernementales, était de 13 p. 100.

La taxe professionnelle, dont on pensait lors de sa création qu'elle permettrait d'éviter les difficultés inhérentes aux impôts qu'elle était chargée de remplacer, a suscité par la suite des critiques assez générales. Nous avons donc voulu en limiter la croissance en 1982 et en 1983, et nous avons le souci de continuer dans l'avenir, en attendant de voir s'il ne serait pas possible de trouver des modes d'imposition aussi efficaces pour les communes, mais qui soient moins contraignants à l'efficacité économique et à l'incitation à la compétitivité des entreprises.

C'est pourquoi le Gouvernement maintient son point de vue. Il est en cela fidèle aux engagements qu'il a pris concernant les charges des entreprises et il ne voit pas qu'il y ait là des risques de transferts des charges.

Pour le reste, nous aurons l'occasion d'en reparler quand nous traiterons au fond de la taxe professionnelle.

M. le président. La parole est à M. Frelaut.

M. Dominique Frelaut. On ne peut pas, monsieur le rapporteur général, utiliser un argument et son contraire.

Vous avez, d'une part, déclaré qu'on risquait de pénaliser les entreprises, et affirmé, d'autre part, que les valeurs visées par le texte du Gouvernement ne représentaient que 7 p. 100 des bases de la taxe professionnelle.

De deux choses l'une : ou cela ne représente pas grand-chose, et nos amendements ne pénalisent pas les entreprises, ou cela représente beaucoup, et les entreprises sont pénalisées. Je pense que cela ne les pénalise pas beaucoup, mais c'est une question de principe sur lequel il faut se mettre d'accord.

Vous ne m'avez pas répondu, monsieur le ministre, sur les conséquences du lien absolument indissoluble que vous avez créé entre l'évolution du taux de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle, et qui fait que toute variation de différence de l'assiette entraîne inévitablement des distorsions.

M. Parfait Jans. Et au détriment de la taxe d'habitation !

M. Dominique Frelaut. Vous avez fait état d'une obsolescence plus rapide des bâtiments industriels. Regardez le patrimoine de logements sociaux, notamment H. L. M. ! En raison du manque d'entretien, ces bâtiments se trouvent dans une situation telle que l'on peut vraiment parler d'obsolescence à leur sujet. C'est tellement vrai, d'ailleurs, que, au cours de l'année précédente, le Gouvernement a bloqué l'augmentation des loyers à 8 p. 100. Je ne vois pas pourquoi l'on ne tiendrait pas compte de cet état de choses.

Je décède dans les propositions qui nous sont soumises une absence de logique due au fait que l'on nous demande d'agir au coup par coup. J'aurais préféré, comme l'avait souhaité M. Fabius, que l'on se donne le temps de la réflexion et que l'on examine, avant de se prononcer, les documents qui nous seront remis.

Je ne suis pas convaincu, monsieur le ministre, par votre argumentation, et je reste très attaché au parallélisme dans l'évolution des bases.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Pour éclaircir la discussion, je rappellerai que notre souci est d'éviter une croissance anarchique de la taxe professionnelle, qui est considérée sur de nombreux bancs de cette assemblée comme un impôt sans doute productif du point de vue fiscal, mais peu équitable.

M. Parfait Jans. C'est aussi vrai de la taxe d'habitation !

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. En effet, mais j'y reviendrai.

Dans l'état actuel des choses, les bases de la taxe professionnelle augmentent plus vite que celles de la taxe d'habitation.

M. Dominique Frelaut. Il y a d'autres éléments !

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Je ne prétends pas que la taxe d'habitation soit parfaite, et nous aurons d'ailleurs l'occasion d'en reparler. Mais je rappelle qu'en 1982, pour tenir compte des conséquences sociales les plus injustes de cette taxe, des dispositions ont été prises pour exonérer un million et demi de personnes.

M. Parfait Jans. C'est exact !

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Ce n'est pas pour autant que nous devons arrêter notre effort, mais je tenais à le rappeler au passage.

M. Jean Anciant. Au nom du groupe socialiste, je demande une suspension de séance.

M. le président. De combien de temps, monsieur Anciant ?

M. Jean Anciant. De quinze minutes environ.

Suspension et reprise de la séance.

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à vingt-trois heures quinze, est reprise, le vendredi 17 juin 1983, à zéro heure.)

M. le président. La séance est reprise.

Rappel au règlement.

M. Emmanuel Hamel. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Hamel, pour un rappel au règlement.

M. Emmanuel Hamel. Monsieur le président, je veux seulement faire appel à votre sens de l'équité ainsi qu'à celui qui anime les autres présidents.

L'équité voudra, à l'avenir, qu'on ne reproche pas aux groupes de l'opposition un éventuel prolongement des suspensions de séance qu'ils pourraient être amenés à demander lors de prochains débats, puisque la suspension de séance qui vient d'intervenir à l'initiative de nos collègues socialistes s'est prolongée pendant une durée à peu près double de celle qui avait été demandée.

M. Dominique Frelaut. M. Hamel est méchant !

M. Emmanuel Hamel. Ce n'est pas méchant du tout !

M. le président. Monsieur Hamel, je prends acte de votre déclaration. Mais je vous fais observer que j'aurais très bien pu reprendre la séance à l'heure prévue...

M. Emmanuel Hamel. Ceût été dommage. Il faut que le débat soit approfondi et nous comprenons que nos collègues aient consacré, au cours de la suspension de séance, le temps nécessaire à l'approfondissement de leurs problèmes.

M. le président. Permettez au président de parler, monsieur Hamel.

J'aurais très bien pu, dis-je, reprendre la séance à l'heure prévue et la suspendre une nouvelle fois à la demande du président du groupe socialiste.

Chaque fois qu'un président de groupe m'a demandé une suspension de séance, celle-ci a été suspendue pour la durée qu'il sollicitait. En l'occurrence, le président du groupe socialiste m'avait demandé que la suspension soit prolongée jusque vers minuit. Nous reprenons la séance à minuit.

Cela dit, je prends acte de votre observation.

M. Emmanuel Hamel. Je vous en remercie, monsieur le président.

Reprise de la discussion.

M. le président. Nous en revenons à la discussion des amendements.

La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget.

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Monsieur le président, mesdames, messieurs, ces amendements sont liés aux risques de transfert des charges à l'intérieur de l'ensemble des impôts perçus par les collectivités locales.

Bien entendu, il est très difficile de peser sur une balance de pharmacien, avec les statistiques que nous possédons, les inconvénients de tel ou tel système. Mais, ayant vu de telles préoccupations chez de nombreux parlementaires, qui, au surplus, assument comme moi-même des responsabilités locales, je propose un amendement qui porterait dans le texte gouvernemental le coefficient d'actualisation du foncier bâti industriel de 1,08 à 1,10, de manière à trouver un compromis et un équilibre qui tienne compte des craintes qu'exprime votre assemblée.

M. Parfait Jans. Très bien !

M. Germain Gengenwin. C'est une position « centriste » !

M. le président. Je suis en effet saisi par le Gouvernement d'un amendement n° 20 ainsi rédigé :

« A la fin de l'article 4, substituer au chiffre : « 1,08 », le chiffre : « 1,10 ».

Est-ce que l'amendement n° 13 du groupe socialiste est maintenu ?

M. Jean Ancient. Il est retiré, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 13 est retiré.

M. Dominique Frelaut. Nous retirons également l'amendement n° 17.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 20 ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. La commission n'a pas été consultée.

A titre personnel, je dirai qu'il constitue une heureuse synthèse entre diverses préoccupations qui se sont exprimées à la commission des finances.

M. Emmanuel Hamel. Ce n'est pas heureux pour les entreprises !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 20. (L'amendement est adopté.)

M. le président. MM. Jans, Paul Chomat, Couillet, Mercieca, Riéubon avaient présenté un amendement n° 17, ainsi rédigé :

« A la fin de l'article 4, substituer au chiffre : « 1,08 », le chiffre : « 1,12 ».

Cet amendement a été retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4, modifié par l'amendement n° 20. (L'article 4, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 4.

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques, n° 11 rectifié et 18.

L'amendement n° 11 rectifié est présenté par M. Pierret, rapporteur général, M. Frelaut et les commissaires membres du groupe communiste ; l'amendement n° 18 est présenté par MM. Jans, Frelaut, Mercieca, Paul Chomat. Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Après l'article 4, insérer l'article suivant :

« A compter de 1984, la dernière phrase de l'article 1636 B series I du code général des impôts est abrogée. »

La parole est à M. le rapporteur général, pour soutenir l'amendement n° 11 rectifié.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Cet amendement reprend pratiquement mot pour mot un amendement que nous avons examiné lors de la discussion de la loi de finances pour 1983.

L'Assemblée étant parfaitement avertie de son contenu et de ses implications, je ne défendrai pas à nouveau cet amendement, qui est très technique et très complexe.

M. le président. La parole est à M. Frelaut, pour soutenir l'amendement n° 18.

M. Dominique Frelaut. M. Zeller avait déposé un amendement, mais, lorsque celui-ci a été soumis à la commission des finances, il était absent. M. Tranchant ne l'a pas repris en commission. Nous l'avons donc repris à notre compte. Voilà pour la petite histoire !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Il est vrai que certaines entreprises bénéficient d'une rente de situation, du fait de leur localisation dans des collectivités à faible taux de taxe professionnelle.

Cette situation doit sans aucun doute être corrigée.

Mais la véritable question qui est posée est de savoir au profit de qui. Est-ce au profit des communes à faible taux de taxe professionnelle, qui sont souvent des communes riches, ou au profit des communes défavorisées par la faiblesse de leur potentiel fiscal ?

Le Gouvernement et le Parlement ont clairement tranché cette question l'année dernière et je vois mal les motifs qui conduiraient à remettre en cause ce choix. En effet l'assouplissement des conditions d'utilisation de la majoration spéciale ouvrirait aux communes les plus favorisées la possibilité de se procurer un surplus de recettes à leur seul profit.

C'est pourquoi nous avons décidé l'année dernière, d'une part, de réserver l'utilisation de cette majoration aux communes qui ont une structure de taux anormale, c'est-à-dire un taux de taxe professionnelle faible et des taux d'impôts sur les ménages élevés, et, d'autre part, de créer une cotisation de péréquation assise sur les entreprises situées dans les collectivités à faibles taux mais perçue au profit du fonds national de péréquation, c'est-à-dire des communes défavorisées.

Or il faut bien voir que ces deux mesures prise l'an dernier sont étroitement liées.

Le rétablissement de la majoration spéciale ne pourrait qu'inciter les communes les plus riches à relever leur taux de taxe professionnelle de manière à diminuer la cotisation de péréquation perçue sur leur territoire, voire à sortir du champ d'application de cette cotisation.

C'est pourquoi il me semble que cet amendement ne va pas vers le but correspondant à sa motivation d'origine et qu'il met en cause l'un des acquis essentiels de la loi du 28 juin 1982, c'est-à-dire l'amorce d'une péréquation entre communes.

Aussi le Gouvernement est-il opposé à l'adoption de cet amendement.

M. Dominique Frelaut. Je retire l'amendement n° 18.

M. le président. L'amendement n° 18 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 11 rectifié de M. Pierret...

M. Christian Pierret, rapporteur général. Monsieur le président, je tiens à préciser qu'il s'agit non de mon amendement, mais d'un amendement de la commission des finances.

M. le président. C'est effectivement un amendement que vous avez présenté au nom de la commission des finances.

Je mets aux voix l'amendement n° 11 rectifié.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Articles 5 à 7.

M. le président. Je donne lecture de l'article 5 :

TITRE III

COMPTE POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

« Art. 5. — Les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France qui ouvrent un compte pour le développement industriel dans les établissements et organismes autorisés à recevoir des dépôts sont exonérées d'impôt sur le revenu à raison du produit des placements en valeurs mobilières effectués sur ce compte.

« Il ne peut être ouvert qu'un compte par contribuable et un pour le conjoint de celui-ci. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5.

(L'article 5 est adopté.)

« Art. 6. — Les sommes déposées sur ce compte ne peuvent excéder un plafond fixé par décret dans la limite de 20 000 francs par compte. » (Adopté.)

« Art. 7. — Les valeurs mobilières visées à l'article 5 sont celles servant au financement de l'industrie française et entrant dans des catégories fixées par décret. » (Adopté.)

Après l'article 7.

M. le président. M. Zeller a présenté un amendement n° 2 ainsi rédigé :

« Après l'article 7, insérer l'article suivant :

« Une fraction ne pouvant pas être inférieure à 30 p. 100 des ressources ainsi collectées, sera affectée aux sociétés de développement régional dans des conditions fixées par décret, leur permettant ainsi de développer leurs prêts à long terme et leurs interventions en capital dans les entreprises à dimension régionale. »

La parole est à M. Gengenwin, pour soutenir cet amendement.

M. Germain Gengenwin. Notre collègue M. Zeller pense qu'il convient de réaliser une décentralisation au moins partielle du financement des entreprises et de favoriser la mise en place d'une stratégie régionale d'industrialisation.

Cette proposition s'inscrit dans l'esprit de la décentralisation, car cela permettrait à une partie des sommes ainsi collectées d'être investies dans la région même.

Par ailleurs, cela serait certainement un stimulant au niveau régional pour cet emprunt.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. Le quota de 30 p. 100 proposé par notre collègue introduirait une rigidité qui ne nous paraît pas souhaitable.

Tel que le texte est rédigé, les sociétés de développement régional pourront émettre des obligations éligibles au Codevi. Elle pourront donc participer plus facilement au financement de l'industrie.

Cet amendement n'introduit donc, selon nous, aucun progrès dans le dispositif des Codevi.

C'est pourquoi la commission l'a repoussé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie, des finances et du budget. Je comprends l'esprit de cet amendement, mais, pour les raisons exposées par le rapporteur général, je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'introduire autant de rigidité dans le texte.

Cela dit, je précise à M. Gengenwin qu'il entre bien dans les intentions du Gouvernement de permettre aux sociétés de développement régional, comme d'ailleurs aux établissements de crédits à statut spécial, de se procurer des ressources peu coûteuses par l'intermédiaire des CODEVI. Cela permettra d'ailleurs d'alléger le coût des bonifications servies par l'Etat à cet organisme.

Dans les textes d'application, le nécessaire sera fait pour que les sociétés de développement régional ne restent pas à l'écart de l'effort financier ainsi consenti en faveur de l'industrie.

M. le président. L'amendement n° 2 est-il maintenu, monsieur Gengenwin ?

M. Germain Gengenwin. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Vote sur l'ensemble.

M. le président. Dans les explications de vote, la parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Monsieur le ministre, dès le début de ce débat, j'avais demandé, au nom du groupe R.P.R., que les mesures d'incitation à la création d'entreprises puissent bénéficier à l'ensemble des entreprises françaises, quelle que soit la nature de leur activité.

J'avais également souhaité que les charges financières qui en résulteraient soient supportées par l'Etat, et non pas par les collectivités locales, après avoir appelé votre attention sur les difficultés que susciterait l'application des dispositions de ce projet.

Lors de la discussion, on a augmenté, par voie d'amendement, le coefficient de majoration des valeurs locatives des immeubles industriels de 1,08 à 1,10, ce qui aggrave encore la charge des entreprises.

Puisqu'il n'a pu obtenir satisfaction sur ses propositions, le groupe du R.P.R. s'abstiendra dans le vote de ce projet de loi.

M. le président. La parole est à M. Gengenwin.

M. Germain Gengenwin. Monsieur le ministre, ce projet de loi répond à des intentions fort louables.

Nombre de collectivités ont déjà pratiqué l'exonération de la taxe professionnelle. Mais il s'agit de communes qui pouvaient effectivement se le permettre.

Si ce projet de loi est voté, est-ce que les collectivités qui seront dans le besoin pourront encore résister à la pression ? Ne seront-elles pas contraintes de céder ?

Certes, la délibération est subordonnée à la décision de la collectivité, mais aucune commune ne pourra résister à la demande des entreprises qui seraient créées. Il aurait donc été

logique que l'Etat participe à l'effort de renoncement de la commune, au moins pour moitié de ce que la commune apporte en contrepartie.

Nous regrettons, par ailleurs, que seul l'artisanat à caractère industriel puisse bénéficier des dispositions de ce texte. L'artisanat local, qui peut créer trois ou cinq emplois, ne sera donc pas concerné, pas plus que l'hôtellerie. Pourtant, vous savez très bien que pour créer un hôtel ou une activité hôtelière, il faut du temps, et que ce sont précisément les premières années qui sont difficiles.

Quant au titre III, nous pourrions l'approuver, mais pour que les dispositions qu'il contient soient efficaces, il aurait fallu laisser les circuits traditionnels jouer pleinement leur rôle. Par le circuit de l'ANVAR, la collectivité s'attribue la répartition de ces crédits. L'amendement que j'ai présenté tout à l'heure, au nom de mon collègue Zeller, répondait au vœu de la région. Il a été repoussé. Aussi, le groupe union pour la démocratie française s'abstiendra-t-il de voter ce texte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 3 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Amédée Renault un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1576).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1584 et distribué.

J'ai reçu de M. Michel Coffineau un rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public (n° 1564).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1585 et distribué.

J'ai reçu de Mme Véronique Neiertz un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (n° 1539).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1587 et distribué.

J'ai reçu de M. Georges Labazée un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant droits et obligations des fonctionnaires (n° 1552).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1588 et distribué.

J'ai reçu de M. Roger Rouquette un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique, adopté par le Sénat, relatif aux candidats admis au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976) (n° 1574).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1589 et distribué.

J'ai reçu de M. Roger Rouquette un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux greffiers en chef stagiaires nommés à la suite du premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976) (n° 1575).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1590 et distribué.

— 4 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI
MODIFIES PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, modifié par le Sénat interdisant certains appareils de jeux.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 1591, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 1592 distribué et renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 1593, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges.

J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi modifié par le Sénat en deuxième lecture, portant modification du statut des agglomérations nouvelles.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 1594, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

— 5 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmise par M. le président du Sénat, une proposition de loi adoptée par le Sénat, tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 1586, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 6 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI MODIFIÉE PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmise par M. le président du Sénat, une proposition de loi, modifiée par le Sénat, portant création d'une délégation parlementaire dénommée Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 1595, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges.

— 7 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Aujourd'hui, à neuf heures trente, première séance publique :

Questions orales sans débat.

Question n° 450. — La réussite de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de seize à vingt-cinq ans est une des conditions pour relancer l'économie en allant vers plus de justice sociale afin de sortir le pays de la crise.

Aujourd'hui, près d'un million de jeunes de moins de vingt-six ans sont à la recherche d'un emploi.

Ces jeunes ont le plus souvent pour point commun la sous-qualification et le manque de formation. Lorsqu'ils ont suivi une formation, celle-ci se révèle très vite profondément inadaptée aux réalités de la vie professionnelle et du travail.

Alors que de profondes mutations bouleversent les technologies, le processus de production et le travail lui-même, M. Pierre Zarka demande à M. le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi, les mesures que le Gouvernement entend mettre en œuvre afin de favoriser, tout en les diversifiant, les mesures en direction des jeunes chômeurs, afin de gagner le pari de la qualification et de l'emploi pour tous les jeunes.

Question n° 453. — Mme Denise Cacheux appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale sur le fait que le succès de la formule qui accorde désormais la possibilité de partir à soixante ans au taux plein à condition de totaliser trente-sept années et demie de cotisations ne va pas sans poser quelques problèmes.

L'afflux de demandes allonge la durée d'instruction des dossiers, notamment dans le Nord et la Picardie, où, par exemple, le délai traditionnel d'instruction des dossiers, qui était de l'ordre de trois mois, atteint désormais six mois, et prochainement peut-être sept ou huit mois.

En conséquence, elle lui demande si, pour ne pas laisser les nouveaux retraités sans ressource, il serait possible d'envisager le versement d'un acompte mensuel de 2 200 F, s'il serait possible de passer du versement trimestriel à terme échu (le système

actuel) au versement mensuel de pensions, et si l'instruction des dossiers par les caisses complémentaires pourrait débiter dès délivrance, par la sécurité sociale, d'une attestation concernant les cent cinquante trimestres de cotisation du futur retraité ?

Question n° 451. — M. Marcel Esdras rappelle à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale que, par circulaire du 2 septembre 1982, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer, a indiqué que, à compter du 1^{er} janvier 1983, les travailleuses familiales des D.O.M., initialement à la charge du F.A.S.O. (Fonds d'action sanitaire et sociale), relèveraient financièrement et en totalité des caisses d'allocations familiales par l'intermédiaire de leur enveloppe d'action sociale générale (F.A.S.).

Or, pour que les caisses d'allocations familiales puissent disposer d'une dotation supplémentaire destinée à assurer le relais du F.A.S.O., un arrêté interministériel augmente, à compter du 1^{er} janvier 1983, de 15 p. 100 à 18,1 p. 100 le taux de prélèvement sur les cotisations familiales pour le financement du F.A.S. Mais cette augmentation ne couvre, en ce qui concerne la Guadeloupe, qu'un peu plus de la moitié de la participation habituelle du F.A.S.O. Si le solde manquant, soit 5 516 074 F, n'est pas couvert, le traitement de ces auxiliaires sociales ne pourra plus être assuré à compter de juillet 1983, le département de la Guadeloupe ayant déjà, pour sa part, accompli l'effort maximum d'une prise en charge des cinquante-six travailleuses familiales.

En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour pallier ce manque de cohérence qui consiste à opérer des transferts de compétences sans prévoir les transferts financiers correspondants et équivalents.

Question n° 452. — M. Germain Gengenwin appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées, sur le problème de l'application au 1^{er} juillet 1983 de la convention collective des aides ménagères, signée le 11 mai et agréée par la commission interministérielle le 17 mai dernier.

Sans remettre en cause bien entendu le point positif essentiel de cette convention qui est de donner aux aides ménagères un statut social nécessaire, il s'étonne cependant que le financement de cette réforme ait été passé complètement sous silence.

En effet, seuls les fédérations d'employeurs et les syndicats ont été consultés. Les financeurs, quant à eux, c'est-à-dire principalement l'Arco (Association des régimes de retraite complémentaire), la caisse nationale d'assurance vieillesse, le régime général et, en Alsace, le régime local, non seulement n'ont pas été invités à participer à cette concertation, mais ont appris la teneur de ces accords par la presse.

Or il s'avère que l'ensemble des dispositions adoptées vont considérablement renchérir les coûts et faire passer le prix de l'heure d'aide ménagère de 49,80 F aux environs de 60 F. La masse financière 1983-1984 restant identique, le coefficient diviseur ne peut que grimper, risquant ainsi d'entraîner un effondrement des heures qui ne peut déboucher que sur des pertes d'emplois d'aides ménagères.

Certaines fédérations, d'ailleurs, et non parmi les moindres, prennent conscience de cette situation.

C'est pourquoi il lui réclame de surseoir à l'application au 1^{er} juillet 1983 de cette convention collective, de manière à permettre une étude très précise de son financement avec les organismes concernés et éviter que cette réforme ne se retourne contre les intéressés eux-mêmes.

Question n° 455. — M. Hervé Vuillot demande à Mme le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports, à la veille de l'installation du Conseil national de la vie associative, de bien vouloir lui rappeler les mesures qui ont été prises par le Gouvernement, depuis deux ans, en faveur de la vie associative.

Question n° 454. — M. Pierre Garmendia expose à M. le ministre de l'industrie et de la recherche que la presqu'île d'Ambès, seule zone industriellement développée du département de la Gironde et de la région, connaît actuellement de graves difficultés.

Le secteur raffinage d'Ambès, qui comprend deux raffineries, l'une Esso, l'autre Elf, constitue le cœur de la zone.

Or aujourd'hui, après sa visite au ministère, le 17 mai dernier, accompagné des élus, et contrairement à ses prévisions initiales, Esso-France, détenteur du gisement voisin de Parentis dans les Landes, annonce, pour la fin juillet 1983, l'arrêt définitif de son activité de raffinage à Ambès.

De plus, les fermetures successives dans cette zone suscitent la profonde inquiétude de centaines de familles et des élus car elles vont entraîner des disparitions en cascade de moyennes et petites entreprises et, à terme, une désertification complète et absolue du bec d'Ambès avec ses lourdes conséquences sociales et économiques.

Aussi il lui demande, au nom des populations et des élus, que tout soit impérativement mis en œuvre pour permettre la poursuite de l'alimentation en brut de la raffinerie Esso-Ambès, soit depuis le gisement de Parentis, soit par contrat entre Esso et Elf, son voisin sur le site, soit par tout autre moyen, et plus généralement le maintien de deux raffineries à Ambès.

Question n° 396. — M. François Grussenmeyer attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et du budget sur l'urgence de la réalisation de la plate-forme douanière de Lauterbourg-Scheibhardt (Bas-Rhin) constituant pour le Nord de l'Alsace la dernière étape de l'axe routier Nord-Sud (Lauterbourg-Strasbourg-Mulhouse) dont les infrastructures sont achevées. La République fédérale d'Allemagne, en ce qui la concerne, a déjà réalisé depuis plusieurs mois la liaison routière B9 desservant la future plate-forme.

Il rappelle que, à la demande de l'Etat, le département du Bas-Rhin a accepté la maîtrise d'ouvrage des superstructures. Il apparaît cependant que ce projet est très coûteux et que son équilibre financier passe par des loyers très élevés pour les services utilisateurs, principalement le service des douanes. Le département devrait dès lors supporter les fortes charges résultant des remboursements d'annuités d'emprunts.

En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre en vue de l'octroi d'un crédit d'Etat exceptionnel pour la réalisation de cette plate-forme douanière commune avec la R. F. A. afin que l'axe routier Nord-Sud alsacien puisse être raccordé dans les meilleurs délais au réseau routier allemand vers le Palatinat et relier ainsi le Nord de l'Alsace à l'Europe rhénane en direction de l'auto-route A 5 (Francfort-Karlsruhe).

Question n° 446. — M. Yves Lancien rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que la situation du lycée technique d'Etat Louis-Lumière, sur laquelle il avait déjà appelé l'attention de son prédécesseur par une question orale le 19 décembre 1980, n'a toujours pas trouvé de solution.

Voilà pourtant vingt ans maintenant que la réinstallation de cet établissement, unique en France, puisqu'il s'agit du seul lycée formant des techniciens supérieurs de la photo, du cinéma et du son, est à l'étude.

Cinq solutions au moins ont été envisagées, à Créteil, à Rueil-Malmaison, à Saint-Germain-en-Laye, à Marne-la-Vallée et à Paris, afin de rassembler une fois pour toutes en un site unique tout l'établissement, aujourd'hui éclaté en quatre endroits différents : rue Rollin et rue Lhomond dans le 5^e arrondissement, rue de Châtillon dans le 14^e arrondissement, toujours à Paris, et à Antony. Situation d'autant plus préjudiciable que la toiture du bâtiment de la rue Rollin menace de s'effondrer et que les bâtiments d'Antony et de la rue Lhomond sont en location.

En dépit de toutes ces difficultés, le lycée technique Louis-Lumière obtient d'excellents résultats dans une discipline d'avenir.

Le dernier en date de ses anciens élèves, après Jacques Demy, Philippe de Broca, Pierre Tchernaïa, Edouard Sachan, à avoir gagné ses galons de vedette, n'est autre que le réalisateur Boh Swaia.

Des informations circulent néanmoins, suivant lesquelles on s'orienterait vers la solution de Marne-la-Vallée. Le regroupement en soi est naturellement une bonne chose.

Mais, à part le fait que la commission Bredin, chargée d'étudier les formations dans le domaine du cinéma, ne paraît pas avoir été consultée préalablement à cette décision à laquelle elle ne serait d'ailleurs pas favorable, il ne faut pas perdre de vue que, outre l'enseignement dispensé au lycée technique proprement dit, cet établissement abrite deux centres de formation pour adultes, un centre de promotion sociale, un centre de formation continue et sert de siège au G. R. E. T. A.

L'obligation de se déplacer à Marne-la-Vallée pourrait être un très sérieux handicap pour tous ceux qui suivent de tels cours, et notamment le soir. Sans compter que la proximité des studios de radio, de cinéma et de télévision, comme celle des universités, rend plus facile le maintien de liens étroits avec la profession et les enseignants.

Quitte, par conséquent, à rechercher un regroupement avec l'I. D. H. E. C., n'y aurait-il pas intérêt en définitive à ramener l'I. D. H. E. C. sur Paris, cet institut ayant lui-même beaucoup de raisons de se rapprocher des établissements précités ?

Serait-il possible, dans ces conditions, de ne pas écarter *a priori* les solutions parisiennes qui ont pu être étudiées par les services constructions de votre ministère ?

Question n° 449. — Mme Colette Guenriot attire l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur l'inquiétude que les personnels du groupe Renault, et particulièrement ceux des véhicules industriels, manifestent devant le rachat de nouvelles parts de capital dans Mack Trucks, le développement de nouvelles capacités de production à l'étranger et les déclarations de certains dirigeants du groupe Renault.

En effet, la part du marché intérieur de R. V. 1 est tombée à environ 35 p. 100, début 1983, contre plus de 50 p. 100 en 1975. En cinq ans, des milliers d'emplois ont été supprimés. Plus de neuf cents autres suppressions sont demandées d'ici à juin 1984. Le chômage technique est utilisé pour restreindre la production.

Enfin, 1982 a été marqué par des pertes financières importantes.

Dans ces conditions, l'engagement supplémentaire dans Mack suscite des questions ainsi que dans le domaine des véhicules de tourisme, avec les difficultés que Renault rencontre pour satisfaire la demande intérieure.

Aussi elle lui demande si :

1° En temps d'emplois et d'équilibre du commerce extérieur, il ne vaudrait pas mieux investir davantage en France pour reconquérir le marché intérieur et développer la compétitivité ;

2° Face au protectionnisme, notamment celui des U. S. A., il était indispensable d'investir aux U. S. A. ou au Mexique pour conserver ou acquérir une part de marché ;

3° Un accord avec un autre partenaire européen, par exemple, n'aurait pas été préférable pour les poids lourds ;

4° Les investissements à l'étranger ne compromettent pas la compétitivité des usines nationales.

Ainsi, certaines sources font état d'une intention d'achat par l'Algérie de 8 000 camions dont les prix seraient considérablement plus élevés que ceux des concurrents, ce qui risque de nous faire perdre cet important marché.

Question n° 456. — M. Bernard Schreiner demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie, sa position concernant l'avenir de la raffinerie Elf France de Gargenville.

Le président d'Elf France a annoncé récemment l'arrêt de la distillation de Gargenville, ainsi que la diminution ou la suppression des autres activités de la raffinerie.

Cette mesure vient un an après la suppression des activités sur Valenciennes, alors qu'un nombre important de travailleurs du Valenciennais sont venus s'installer sur le site de Gargenville.

Cette mesure touche un site qui, pourtant, dispose d'atouts importants du fait de sa situation géographique et de la proximité d'axes rapides ou complémentaires de transports proches de Paris (la Seine, autoroutes, S. N. C. F.).

Il lui demande de bien vouloir lui indiquer si les décisions de la direction d'Elf France sont définitives, de préciser l'appréciation qu'il porte sur elles, et d'indiquer quelles mesures le Gouvernement compte prendre afin d'assurer le maintien du plein emploi dans la région, la sauvegarde des intérêts des travailleurs et le développement d'un site dont toutes les potentialités n'ont pas été utilisées.

Question n° 458. — M. Jean-Pierre Sueur attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt, sur le grand intérêt que présente l'utilisation du bois de taillis déchiqueté à des fins de chauffage.

Il y a là une possibilité non négligeable de valorisation de notre potentiel forestier.

Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour favoriser le développement de cette forme d'énergie.

Il lui demande notamment s'il ne lui paraîtrait pas opportun qu'il soit davantage fait recours à ce type d'énergie pour le chauffage de bâtiments administratifs existants ou à construire ou pour les logements construits par des organismes publics, notamment lorsqu'ils sont situés à proximité des massifs forestiers susceptibles d'être utilisés à cette fin.

A quinze heures, deuxième séance publique :

Discussion du projet de loi n° 1344 portant règlement définitif du budget de 1981 (rapport n° 1529 de M. Christian Pierret, rapporteur général au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.)

Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi n° 1520 portant statut ou modifiant le statut de certaines sociétés coopératives et de leurs unions (rapport n° 1557 de M. Gilbert Mitterrand, au nom de la commission de la production et des échanges.)

A vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

La séance est levée.

(La séance est levée le vendredi 17 juin 1983, à 17 heures quinze.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,
LOUIS JEAN.

Nomination de rapporteurs.

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES

M. Georges Hage a été nommé rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).

M. Pierre Ortat a été nommé rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, portant intégration de certaines catégories de personnels en fonction dans les établissements d'enseignement secondaire ou dans les services administratifs du vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie et dépendances dans des corps de fonctionnaires de l'Etat (n° 1572).

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

M. Pascal Clément a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Henri Bayard tendant à compléter l'article L. 122-11 du code des communes (n° 1491).

M. Jean Foyer a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à limiter les incompatibilités d'ordre familial concernant les conseillers municipaux (n° 1492).

M. Roger Rouquette a été nommé rapporteur du projet de loi organique, adopté par le Sénat, relatif aux candidats admis au premier concours d'accès à l'École nationale de la magistrature (session 1976) (n° 1574).

M. Roger Rouquette a été nommé rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux greffiers en chef stagiaires nommés à la suite du premier concours d'accès à l'École nationale de la magistrature (session 1976) (n° 1575).

M. Amédée Renault a été nommé rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion (n° 1576).

COMMISSION DE LA PRODUCTION ET DES ÉCHANGES

M. Jean Jarosz a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Théo Vial-Massat et plusieurs de ses collègues tendant à la conservation des plaques commémoratives (n° 1546).

M. Léo Grézard a été nommé rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation des résultats du concours 1980 des chargés de recherches (secteur Sciences sociales) de l'Institut national de la recherche agronomique (n° 1573).

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence, constituée conformément à l'article 48 du règlement, est convoquée pour le mardi 21 juin 1983 à dix-neuf heures, dans les salons de la présidence.

Commission mixte paritaire.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LE PROJET DE LOI PORTANT APPROBATION DE LA PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 1984-1988.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 16 juin 1983 et par le Sénat dans sa séance du mardi 14 juin, cette commission est ainsi composée :

Députés.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Luc tinseau.	MM. Robert Aumont.
Jean-Yves Le Drian.	Louis Robin.
Jacques Huyghues des Etages.	Marc Verdon.
Louis Darinot.	Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine).
Jean Combasteil.	Maurice Nilès.
Yves Lancien.	François Fillon.
Jean-Marie Daillet.	Loïc Bouvard.

Sénateurs.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Jacques Genton.	MM. Modeste Legouez.
Jean Francou.	Michel Alloncle.
Roger Poudousson.	Michel Caldaquès.
Albert Voilquin.	Daniel Millaud.
Robert Pontillon.	Paul d'Ornano.
Jean Garcia.	Pierre Matraja.
Yvon Bourges.	Serge Boucheny.

Le présent numéro comporte le compte rendu intégral
des trois séances du jeudi 16 juin 1983.

1^{re} séance : page 2605 ; 2^e séance : page 2637 ; 3^e séance : page 2669.

Prix du numéro : 2,15 F. (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)